

Consultation à la demande du ministre des télécommunications concernant un avant-projet de loi et trois projets d'arrêté royal, relatifs aux réseaux mobiles

Comment réagir au présent document ?

Jusqu'au 29 janvier 2020
Uniquement par e-mail à consultation.sg@ibpt.be
Avec la référence « Consult-2019-E6 »

Personne de contact : Michaël Vandroogenbroek, 1^{er} Ingénieur-Conseiller (+32 2 226 88 11)

Merci de joindre ce [formulaire de couverture](#) à votre réponse.

Vos commentaires devraient se référer aux paragraphes et/ou sections auxquels ils se rapportent et indiquer clairement ce qui est confidentiel.

TABLE DES MATIÈRES

1. Contexte	3
2. Redevance unique pour la bande 3400-3800 MHz	3
3. Prolongation des autorisations 2G et 3G	4
4. Réorganisation de la bande 3400-3600 MHz	4
5. Bande 3800-4200 MHz	5
Annexe 1 - Avant-projet de loi portant modification de l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 <i>relative aux communications électroniques</i>	6
Annexe 2 - Projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 mars 1995 <i>relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM</i> , l'arrêté royal du 24 octobre 1997 <i>relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS-1800</i> et l'arrêté royal du 18 janvier 2001 <i>fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisations pour les systèmes de télécommunications mobiles de troisième génération</i>	27
Annexe 3 - Projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 24 mars 2009 <i>concernant l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences 3410-3500/3510-3600 MHz et 10150-10300/10500-10650 MHz</i>	40
Annexe 4 - Projet d'arrêté royal concernant les réseaux locaux hertziens privés à large bande	49

1. Contexte

1. La présente consultation publique concerne :
 - le montant de la redevance unique pour la bande de fréquences 3400-3800 MHz ;
 - la possibilité pour l'IBPT de prolonger les autorisations 2G et 3G au-delà de la date initialement prévue du 15 mars 2021, et ce, jusqu'à ce qu'une procédure de mise aux enchères des bandes concernées soit finalisée ;
 - la réorganisation de blocs suffisamment larges de la bande 3400-3600 MHz afin de faciliter le futur déploiement de la 5G ;
 - la possibilité pour l'IBPT d'autoriser des réseaux locaux privés utilisant les technologies 4G ou 5G, dans la bande de fréquences 3800-4200 MHz.
2. La présente consultation publique complète les consultations publiques publiées le 23 mai 2017¹, le 7 juin 2017² et le 11 août 2017³.
3. La présente consultation publique a pour but de donner aux parties intéressées l'occasion de présenter leurs observations sur les projets de textes.

2. Redevance unique pour la bande 3400-3800 MHz

4. Pour obtenir des droits d'utilisation de radiofréquences, les opérateurs sont tenus de payer une redevance unique conformément à l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 *relative aux communications électroniques*.
5. L'article 30 de la loi du 13 juin 2005 *relative aux communications électroniques*, tel que modifié par les lois du 15 mars 2010, du 29 mai 2013 et du 27 mars 2014, fixe le montant de la redevance unique pour les bandes de fréquences 800 MHz, 900 MHz, 1800 MHz, 2 GHz et 2,6 GHz.
6. Les montants pour les bandes de fréquences 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz avaient été fixé sur base des montants payés dans les années 90 et en 2001. Un premier rapport d'Analysys Mason de 2015⁴ comprend des recommandations pour ces trois bandes de fréquences, ainsi que pour les bandes de fréquences 700 MHz et 1400 MHz.
7. Le projet de modification de l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 *relative aux communications électronique*, annexé à la consultation publique publiée le 23 mai 2017, prend en compte les montants proposés dans ce premier rapport d'Analysys Mason. Ce projet de texte de 2017 fixe également un montant pour la bande de fréquences 3400-3800 MHz, qui n'a pas fait l'objet de la première étude d'Analysys Mason.
8. En juillet 2018, le Conseil des ministres avait approuvé le projet de modification de l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 *relative aux communications électronique*. Le texte approuvé par le Conseil des ministres est identique au projet annexé à la consultation publique publiée le 23 mai 2017, à l'exception du montant de la redevance unique pour la bande 700 MHz.

¹ Consultation organisée à la demande du ministre des télécommunications concernant le projet de loi portant modification de l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 *relative aux communications électroniques*, le projet d'arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans les bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz, le projet d'arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la bande 700 MHz, et la bande 1400 MHz.

² Consultation organisée à la demande du ministre des télécommunications concernant le projet d'arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la bande 3400-3800 MHz.

³ Consultation organisée à la demande du ministre des télécommunications concernant le projet d'arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la bande 1427-1517 MHz.

⁴ « *Study regarding the value of spectrum for public mobile systems* » du 17 décembre 2015, publié sur le site Internet de l'IBPT le 25 janvier 2016.

9. Un deuxième rapport d'Analysys Mason de 2019⁵ comprend des recommandations pour la bande 3400-3800 MHz.
10. Le projet de modification de l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 *relative aux communications électronique*, tel qu'approuvé par le Conseil des ministres en juillet 2018, a été adapté en ce qui concerne le montant pour la bande de fréquences 3400-3800 MHz, sur base des montants proposés dans le deuxième rapport d'Analysys Mason.
11. De plus amples informations contextuelles sont contenues dans le projet de texte (voir annexe 1).

3. Prolongation des autorisations 2G et 3G

12. Les autorisations 2G et 3G sont valides jusqu'au 15 mars 2021. Les bandes de fréquences 2G (900 MHz et 1800 MHz) et 3G (2 GHz) risquent donc de ne plus être attribuées à partir de cette date.
13. Un projet d'arrêté définissant les conditions d'obtention et d'utilisation des droits d'utilisation attribués aux opérateurs mobiles dans les bandes de fréquences 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz, pour la période débutant le 15 mars 2021, a été approuvé par le Conseil des ministres en juillet 2018. Ce projet n'a cependant pas fait l'objet d'un accord au sein du Comité de concertation.
14. Initialement, il était prévu que l'IBPT organise, dans le courant de l'année 2019, une mise aux enchères des bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz, pour la période débutant le 15 mars 2021. Cette mise aux enchères n'a toutefois pas pu être organisée dans le timing initialement prévu, vu le manque d'un accord au sein du Comité de concertation.
15. Vu qu'il n'est pas clair quand l'IBPT sera en mesure de finaliser cette mise aux enchères, et afin d'assurer la continuité des services, l'IBPT pourrait être amené à prolonger les autorisations 2G et 3G au-delà du 15 mars 2021, jusqu'à ce que la mise aux enchères soit finalisée, que les nouveaux droits d'utilisation soient accordés et que les opérateurs en phase de transition aient également finalisé la transition des fréquences actuelles vers les nouvelles fréquences.
16. Un projet d'arrêt royal permettant à l'IBPT de prolonger les autorisations 2G et 3G au-delà de la date initialement prévue du 15 mars 2021 est annexé (voir annexe 2). De plus amples informations contextuelles sont contenues dans le projet de texte.

4. Réorganisation de la bande 3400-3600 MHz

17. Un projet d'arrêté définissant les conditions d'obtention et d'utilisation des droits d'utilisation attribués aux opérateurs mobiles dans la bande de fréquences 3400-3800 MHz, a été adopté par le Conseil des ministres en juillet 2018. Ce projet contenait également des dispositions modifiant l'arrêt royal du 24 mars 2009 *concernant l'accès radioélectrique mars 2009 dans les bandes de fréquences 3410-3500/3510-3600 MHz et 10150-10300/10500-10650 MHz*, notamment concernant la réorganisation du réseau radioélectrique des opérateurs existants pour pouvoir créer des blocs suffisamment larges dans la bande 3400-3800 MHz, comme le prévoit l'article 54, paragraphe 1er, a), du code des communications électroniques européen. Ce projet n'a cependant pas fait l'objet d'un accord au sein du Comité de concertation.
18. Afin de ne pas mettre en péril le futur déploiement de la 5G en Belgique, il est essentiel de procéder aussi rapidement que possible à une réorganisation de blocs suffisamment larges de la bande 3400-3800 MHz.
19. Un projet d'arrêt royal reprenant les dispositions modifiant l'arrêt royal du 24 mars 2009 contenues dans le projet approuvé par le Conseil des ministres en juillet 2018, est annexé (voir annexe 3). De plus amples informations contextuelles sont contenues dans le projet de texte.

⁵ « Value of spectrum in the 3600MHz and 26GHz bands » du 7 novembre 2019, publié sur le site Internet de l'IBPT le 28 novembre 2019.

5. Bande 3800-4200 MHz

20. Le « 3GPP » (3rd Generation Partnership Project) définit dans quelles bandes de fréquences il est possible d'utiliser des technologies 4G et 5G. Par conséquent, les équipements disponibles sur le marché pour ces technologies ne peuvent qu'utiliser ces bandes de fréquences.
21. Les bandes définies par le 3GPP ne sont cependant pas toutes réservées aux opérateurs mobiles au niveau européen. Celles qui ne sont pas réservées aux opérateurs mobiles au niveau européen restent disponibles pour d'autres usages en Europe mais peuvent être réservées aux opérateurs mobiles dans d'autres parties du monde.
22. Dès lors, il est possible d'octroyer des fréquences qui ne sont pas réservées aux opérateurs mobiles publics en Europe, pour les réseaux locaux privés utilisant les technologies 4G ou 5G.
23. La bande 3800-4200 MHz n'est pas réservée aux opérateurs mobiles publics au niveau européen. Cette bande de fréquences est par contre réservée aux opérateurs mobiles publics dans d'autres parties du monde (au Japon par exemple).
24. Un projet d'arrêt royal permettant à l'IBPT d'autoriser des réseaux locaux privés utilisant les technologies 4G ou 5G, dans la bande de fréquences 3800-4200 MHz est annexé (voir annexe 4). De plus amples informations contextuelles sont contenues dans le projet de texte.

Axel Desmedt
Membre du Conseil

Jack Hamande
Membre du Conseil

Luc Vanfleteren
Membre du Conseil

Michel Van Bellinghen
Président du Conseil

**Annexe 1 - Avant-projet de loi portant modification de l'article 30 de la loi
du 13 juin 2005 *relative aux communications électroniques***

ROYAUME DE BEGIQUE	KONINKRIJK BELGIE
SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ÉCONOMIE, PME, CLASSES MOYENNES ET ÉNERGIE	FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE
Projet de loi portant modification de l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques	Wetsontwerp houdende wijziging van artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie
Exposé des motifs	Memorie van toelichting
Ce projet traite de la redevance unique minimale pour les droits d'utilisation des radiofréquences.	Dit ontwerp handelt over de minimale enige heffing voor gebruiksrechten voor radiofrequenties.
<p>Les autorisations 2G et 3G (Proximus, Orange Belgium et Base Company) sont valides jusqu'au 15 mars 2021. Initialement, il était prévu que l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (IBPT) organise, dans le courant de l'année 2019, une mise aux enchères des bandes de fréquences 2G (900 MHz¹ et 1800 MHz²) et 3G (2 GHz³), pour la période débutant le 15 mars 2021. Cette mise aux enchères n'a toutefois pas pu être organisée dans le timing initialement prévu, vu le manque d'un accord au sein du Comité de concertation. Vu qu'il n'est pas clair quand l'IBPT sera en mesure de finaliser cette mise aux enchères, et afin d'assurer la continuité des services, l'IBPT pourrait être amené à prolonger les autorisations 2G et 3G au-delà du 15 mars 2021, jusqu'à ce que la mise aux enchères soit finalisée, que les nouveaux droits d'utilisation soient accordés et que les opérateurs en phase de transition aient également finalisé la transition des fréquences actuelles vers les nouvelles fréquences. Dans tous les cas, il convient de prévoir une redevance unique minimale permettant d'acquérir, dans les bandes de fréquences 2G et 3G, des droits d'utilisation en vue de l'exploitation, après l'expiration des autorisations existantes, d'un réseau et la fourniture de services de communications électroniques publics mobiles.</p>	<p>De 2G- en 3G-vergunningen (Proximus, Orange Belgium en Base Company) zijn geldig tot 15 maart 2021. Aanvankelijk was gepland dat het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (BIPT) in de loop van 2019 een veiling van de 2G- (900 MHz¹ en 1800 MHz²) en 3G-frequentiebanden (2 GHz³) zou organiseren voor de periode vanaf 15 maart 2021. Deze veiling kon echter niet worden georganiseerd binnen het geplande tijdsbestek gezien het gebrek aan akkoord binnen het Overlegcomité. Aangezien het niet duidelijk is wanneer het BIPT in staat zal zijn om deze veiling te voltooien en om de continuïteit van de diensten te waarborgen, zou het kunnen dat het BIPT de 2G- en 3G-vergunningen moet verlengen tot na 15 maart 2021, totdat de veiling is voltooid, de nieuwe gebruiksrechten zijn verleend en de operatoren in een overgangsfase ook de transitie van de huidige naar de nieuwe frequenties voltooid hebben. In elk geval moet voorzien worden in een minimale enige heffing die het mogelijk maakt om in de 2G- en 3G-frequentiebanden, gebruiksrechten te verwerven met het oog op de exploitatie, na het verstrijken van de bestaande vergunningen, van een netwerk en de levering van openbare mobiele elektronische-communicatiediensten.</p>

¹ 880-915 MHz/925-960 MHz.

² 1710-1785 MHz/1805-1880 MHz.

³ 1920-1980 MHz/2110-2170 MHz.

<p>En vertu de l'article premier de la décision 899/2017/UE⁴, les États membres doivent autoriser, avant le 30 juin 2020, l'utilisation de la bande 700 MHz⁵ par des systèmes de Terre permettant de fournir des services de communications électroniques à haut débit sans fil, dans les conditions techniques harmonisées fixées par la décision 2016/687/UE⁶. Conformément à l'article 54 du code des communications électroniques européen⁷, les États membres doivent procéder à une réorganisation de blocs suffisamment larges de la bande 3,6 GHz⁸ et autoriser leur utilisation, au plus tard le 31 décembre 2020, afin de faciliter le déploiement de la 5G. En vertu de la décision 2015/750/UE⁹ modifiée par la décision 2018/661/UE¹⁰, les États membres doivent désigner et mettre à disposition la bande de fréquences 1400 MHz¹¹, en mode « <i>downlink only</i> » pour les systèmes sans fils à large bande.</p>	<p>Krachtens het eerste artikel van besluit 899/2017/EU⁴ moeten de lidstaten, voor 30 juni 2020, het gebruik van de 700 MHz-band⁵ door terrestrische systemen die draadloze breedbanddiensten voor elektronische communicatie kunnen verschaffen toestaan in geharmoniseerde technische voorwaarden zoals vastgelegd in besluit 2016/687/EU⁶. Overeenkomstig artikel 54 van het Europees wetboek voor elektronische communicatie¹² moeten de lidstaten uiterlijk 31 december 2020 het gebruik van voldoende grote blokken in de band van 3,6 GHz⁸ reorganiseren en toestaan, om de uitrol van 5G te vergemakkelijken. Krachtens besluit 2015/750/EU⁹, gewijzigd bij besluit 2018/661/EU¹⁰, moeten de lidstaten de frequentieband 1400 MHz¹¹ aanduiden en ter beschikking stellen in "<i>downlink only</i>"-modus voor de draadloze breedbandsystemen.</p>

⁴ Décision 899/2017/UE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 sur l'utilisation de la bande de fréquences 470-790 MHz dans l'Union.

Besluit 899/2017/EU van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2017 betreffende het gebruik van de 470-790 MHz-band in de Unie.

⁵ 694-790 MHz.

⁶ Décision d'exécution 2016/687/UE de la Commission du 28 avril 2016 sur l'harmonisation de la bande de fréquences 694-790 MHz pour les systèmes de Terre permettant de fournir des services de communications électroniques à haut débit sans fil et pour un régime souple d'utilisation nationale dans l'Union.

Uitvoeringsbesluit (EU) 2016/687 van de Commissie van 28 april 2016 betreffende de harmonisering van de frequentieband 694-790 MHz voor terrestrische systemen die draadloze breedbanddiensten voor elektronische communicatie kunnen verschaffen en voor flexibel nationaal gebruik in de Unie.

⁷ Directive 2018/1972/UE du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 *établissant le code des communications électroniques européen*.

⁸ 3400-3800 MHz.

⁹ Décision d'exécution 2015/750/UE de la Commission du 8 mai 2015 sur l'harmonisation de la bande de fréquences 1452-1492 MHz pour les systèmes terrestres permettant de fournir des services de communications électroniques dans l'Union.

Uitvoeringsbesluit (EU) 2015/750 van de Commissie van 8 mei 2015 betreffende de harmonisering van de frequentieband 1452-1492 MHz voor terrestrische systemen die elektronische communicatiediensten kunnen verschaffen in de Unie.

¹⁰ Décision d'exécution 2018/661/UE de la Commission du 26 avril 2018 modifiant la décision d'exécution (UE) 2015/750 sur l'harmonisation de la bande de fréquences 1452-1492 MHz pour les systèmes terrestres permettant de fournir des services de communications électroniques dans l'Union, en ce qui concerne son extension dans les bandes de fréquences harmonisées 1427-1452 MHz et 1492-1517 MHz (article 2, paragraphe 2 et Annexe, A, 1).

Uitvoeringsbesluit (EU) 2018/661 van de Commissie van 26 april 2018 tot wijziging van Uitvoeringsbesluit (EU) 2015/750 betreffende de harmonisering van de frequentieband 1452-1492 MHz voor terrestrische systemen die elektronische communicatiediensten kunnen verschaffen in de Unie wat betreft de uitbreiding ervan met de geharmoniseerde frequentiebanden 1427-1452 MHz en 1492-1517 MHz (artikel 2, lid 2 en Bijlage, A, 1).

¹¹ 1427-1517 MHz.

¹² Richtlijn 2018/1972/EU van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 *tot vaststelling van het Europees wetboek voor elektronische communicatie*.

Il convient donc également de prévoir une redevance unique minimale permettant d'acquérir, dans les bandes de fréquences 700 MHz, 1400 MHz et 3,6 GHz, des droits d'utilisation en vue de l'exploitation d'un réseau et la fourniture de services de communications électroniques publics mobiles.	Er moet dus ook worden voorzien in een minimale enige heffing die toelaat gebruiksrechten te verwerven in de 700 MHz-, 1400 MHz- en 3,6 GHz-frequentiebanden met het oog op de exploitatie van een netwerk en de verstrekking van openbare, mobiele elektronische-communicatiediensten.
Le montant que les opérateurs doivent payer à titre de redevance unique est fixé à l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (LCE).	Het bedrag dat de operatoren minimaal als enige heffing dienen te betalen wordt bepaald in artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (WEC).
Les montants minimums pour chaque bande sont fixés pour les droits d'utilisation existants jusqu'à la fin de la durée de validité de ces droits. Comme indiqué ci-dessus, les autorisations pour les bandes 2G et 3G ne courent que jusqu'au 15 mars 2021. Pour ces bandes, de nouvelles redevances uniques minimales doivent être définies pour la période après le 15 mars 2021. Pour les nouvelles bandes qui n'ont pas encore été attribuées jusqu'à présent à des services large bande (700 MHz, 1400 MHz, 3,6 GHz), il convient également de fixer un montant minimal pour la redevance unique. Le présent projet prévoit par conséquent des redevances uniques pour les droits d'utilisation évoqués ci-dessus.	Voor elke band liggen de minimumbedragen vast voor de bestaande gebruikersrechten tot het eind van de geldigheidsdatum van deze rechten. Zoals hierboven aangegeven lopen de vergunningen voor de 2G- en 3G-banden slechts tot 15 maart 2021. Voor deze banden dienen nieuwe minimale enige heffingen bepaald te worden voor de periode na 15 maart 2021. Ook voor nieuwe banden die tot op heden nog niet toegekend werden aan breedbanddiensten (700 MHz, 1400 MHz, 3,6 GHz) dient er een minimaal bedrag voor de enige heffing bepaald te worden. Bijgevolg wordt door het voorliggende ontwerp voorzien in enige heffingen voor de hierboven aangehaalde gebruiksrechten.
Les conditions d'obtention et d'exercice des droits d'utilisation seront fixées par arrêté royal, notamment les redevances annuelles pour l'utilisation des fréquences. Le terme redevance « unique » indique que cette indemnité est unique et doit être distinguée des redevances annuelles de mise à disposition qui sont dues pour les fréquences. Par conséquent, il va de soi que le paiement de la redevance unique ne dispense pas l'opérateur en question du paiement des redevances annuelles.	De voorwaarden voor het verkrijgen en de uitoefening van de gebruiksrechten zullen tegelijk worden vastgelegd bij koninklijk besluit, meer bepaald de jaarlijkse rechten voor het gebruik van de frequenties. De term "enige" heffing duidt erop dat deze vergoeding eenmalig is en onderscheiden moet worden van de jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling die verschuldigd zijn voor de frequenties. Het spreekt dan ook vanzelf dat de betaling van de enige heffing de operator in kwestie niet ontslaat van de betaling van de jaarlijkse rechten.
COMMENTAIRE DES ARTICLES	ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING
CHAPITRE 1^{ER} - Objet	HOOFDSTUK 1. – Voorwerp
Article 1^{er}.	Artikel 1
Cet article ne nécessite aucun commentaire.	Dit artikel behoeft geen commentaar.

CHAPITRE 2 - Modifications de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques	HOOFDSTUK 2 - Wijzigingen aan de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie
Article 2	Artikel 2
1. Le système des redevances visant à favoriser l'utilisation optimale des fréquences	1. Het systeem van rechten dat tot doel heeft het optimale gebruik van de frequenties te bevorderen
L'article 13 de la directive Autorisation ¹³ offre aux États membres la possibilité de soumettre les droits d'utilisation pour les radiofréquences à des indemnités. Cette possibilité est néanmoins assortie d'un certain nombre de conditions : d'une part, ces indemnités doivent tenir compte de la nécessité d'assurer une utilisation optimale des radiofréquences ; d'autre part, ces indemnités doivent être objectivement justifiées, transparentes et non-discriminatoires et tenir compte des objectifs fixés à l'article 8 de la Directive 2002/21/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques (directive Cadre). Les indemnités proposées dans le cadre de la présente modification répondent à ces conditions.	Artikel 13 van de Machtigingsrichtlijn ¹³ biedt de lidstaten de mogelijkheid gebruiksrechten voor radiofrequenties te onderwerpen aan vergoedingen. Deze mogelijkheid is evenwel aan een aantal voorwaarden onderworpen: enerzijds moeten deze vergoedingen rekening houden met de noodzaak om ervoor te zorgen dat de radiofrequenties optimaal worden gebruikt; anderzijds moeten deze vergoedingen objectief gerechtvaardigd, transparant en niet-discriminerend zijn en rekening houden met de doelstellingen vastgelegd in artikel 8 van Richtlijn 2002/21/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 inzake een gemeenschappelijk regelgevingskader voor elektronische-communicatienetwerken en -diensten (Kaderrichtlijn). De bij deze wijziging voorgestelde vergoedingen voldoen aan deze voorwaarden.
a) Quant à l'utilisation optimale des fréquences	a) Wat betreft het optimaal gebruik van de frequenties
Les fréquences sont une ressource rare que l'intérêt général et l'intérêt des utilisateurs de spectre commande d'utiliser de manière efficace et fonctionnelle.	De frequenties zijn een schaars middel dat omwille van het algemene belang en in het belang van de spectrumgebruikers op doeltreffende en functionele wijze moet worden gebruikt.
Subordonner le droit d'utiliser cette ressource rare au paiement d'une indemnité reflétant la valeur de cette ressource rare incite les opérateurs à agir en ce sens. En effet, un opérateur souhaitera que le paiement d'une indemnité pour les droits d'utilisation ait un rendement optimal. Il visera donc à utiliser le spectre en question de façon optimale.	Het recht om van dit schaarse middel gebruik te maken onderwerpen aan de betaling van een vergoeding die de waarde van dit schaarse middel weerspiegelt, zet de operatoren aan om dienovereenkomstig te handelen. Een operator zal immers de betaling van een vergoeding voor de gebruiksrechten optimaal willen laten renderen en zodoende een optimaal gebruik van het betreffende spectrum nastreven.

¹³ Directive 2002/20/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à l'autorisation de réseaux et de services de communications électroniques.
Richtlijn 2002/20/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 betreffende de machtiging voor elektronische-communicatienetwerken en -diensten.

<p>La redevance unique est une indemnité payée par l'opérateur en contrepartie du droit individuel d'utiliser, pour une période définie, une quantité déterminée de fréquences affectées aux services de communications électroniques mobiles offerts au public : en payant ce droit, il acquiert un accès individuel à cette ressource rare. Il s'en trouve incité à utiliser ces fréquences et à ne conserver que celles dont il a besoin, ce qui favorise une utilisation optimale des fréquences.</p>	<p>De enige heffing is een vergoeding die een operator betaalt in ruil voor het individuele recht om, gedurende een bepaalde periode, een bepaald aantal frequenties te gebruiken voor de openbare mobiele elektronische-communicatiediensten: door de betaling van dit recht verwerft hij het recht op toegang tot deze schaarse hulpbron. Zo wordt hij aangezet om deze frequenties te gebruiken en enkel deze te behouden die hij nodig heeft, wat ten goede komt van een optimaal gebruik van het spectrum.</p>
<p>Le terme redevance « unique » indique que cette indemnité est due intégralement à compter de l'obtention des droits d'utilisation. La redevance annuelle de mise à disposition des fréquences complète la redevance unique en rémunérant l'utilisation effective du spectre et les coûts administratifs de l'IBPT. Ce faisant, elle incite l'opérateur à rentabiliser les fréquences qu'il utilise, et donc à utiliser les fréquences de façon optimale. La redevance unique combinée à la redevance de mise à disposition des fréquences concourent donc au même objectif d'inciter les opérateurs à utiliser le spectre attribué de façon optimale et forment les deux facettes d'une même indemnité. À cet égard, le considérant 32 de la directive Autorisation admet que les indemnités pour les droits d'utilisation de fréquences soient composées d'un montant unique et d'un montant périodique.</p>	<p>De term "enige" heffing duidt erop dat deze vergoeding integraal verschuldigd is vanaf het verkrijgen van de gebruiksrechten. Het jaarlijkse recht voor terbeschikkingstelling van de frequenties vult de enige heffing aan door het doeltreffende gebruik van het spectrum en eveneens de administratieve kosten van het BIPT te vergoeden. Op deze manier zet het de operator aan om de frequenties die hij toegewezen kreeg te laten renderen en ze dus optimaal te gebruiken. De enige heffing en het recht voor de terbeschikkingstelling van de frequenties streven dus deels hetzelfde doel na, namelijk de operatoren aanzetten tot een optimaal gebruik van het toegewezen spectrum en vormen zo twee onderdelen van eenzelfde vergoeding. In dit kader laat overweging 32 van de Machtigingsrichtlijn toe dat de vergoedingen voor de gebruiksrechten uit een enig bedrag en een periodiek bedrag bestaan.</p>
<p>La redevance unique ne fait donc pas double emploi avec les redevances annuelles mais vient s'y ajouter. Comme expliqué au point c) ci-dessous, la redevance unique est non-discriminatoire, justifiée objectivement et proportionnée eu égard à l'usage auquel les radiofréquences sont destinées. Comme expliqué au point d) ci-dessous, la redevance unique est conforme aux objectifs fixés à l'article 8 de la directive Cadre.</p>	<p>De enige heffing vormt dus geen dubbel gebruik met de jaarlijkse rechten maar is hier wel een aanvulling op. Zoals uiteengezet in punt c) hieronder is de enige heffing niet-discriminerend, objectief gerechtvaardigd en evenredig ten aanzien van het gebruik waartoe de radiofrequenties bestemd zijn. Zoals uiteengezet in punt d) hieronder is de enige heffing in overeenstemming met de doelstellingen vastgesteld in artikel 8 van de Kaderrichtlijn.</p>
<p>b) Quant à la transparence</p>	<p>b) Wat betreft de transparantie</p>

<p>L'IBPT a fait appel à un consultant indépendant pour étudier la problématique des redevances uniques et de la réglementation pour les systèmes mobiles publics en vue de fixer des redevances uniques minimales. Ces études ont été réalisées par Analysys Mason qui ont donné lieu aux rapports « <i>Study regarding the value of spectrum for public mobile systems</i> » du 17 décembre 2015 (ci-après « premier rapport ») et « <i>Value of spectrum in the 3600MHz and 26GHz bands</i> » du 7 novembre 2019 (ci-après « deuxième rapport »). L'IBPT a publié ces rapports sur son site Internet respectivement le 25 janvier 2016 et le 28 novembre 2019.</p>	<p>Het BIPT deed een beroep op een onafhankelijke consultant om de problematiek van de enige heffingen en de reglementering voor de publieke mobiele systemen te bekijken met het oog op het vaststellen van minimale enige heffingen. Deze studies werden uitgevoerd door Analysys Mason en resulteerden in de rapporten "<i>Study regarding the value of spectrum for public mobile systems</i>" van 17 december 2015 (hierna "eerste rapport") en "<i>Value of spectrum in the 3600MHz and 26GHz bands</i>" van 7 november 2019 (hierna "tweede rapport"). Het BIPT heeft deze rapporten respectievelijk op 25 januari 2016 en op 28 november 2019 op zijn website gepubliceerd.</p>
<p>Dans le cadre ces études, il a été procédé à une analyse économique, en se basant sur la situation actuelle du marché en Belgique ainsi que sur l'évolution attendue afin de valoriser de manière optimale la valeur de ce spectre et d'utiliser le plus efficacement possible les fréquences disponibles. Ces résultats d'étude sont dès lors les résultats les plus fiables dont dispose les autorités belges pour fixer les valeurs minimales de la redevance unique. Il existe donc une transparence en ce qui concerne l'établissement de la redevance unique. Sur la base du mode de calcul de la redevance unique, tout débiteur peut en outre savoir quel montant il doit payer en fonction de la durée de validité de ses droits d'utilisation.</p>	<p>In deze studies werd een economische analyse uitgevoerd, uitgaande van de huidige marktsituatie in België en de verwachte evolutie teneinde de waarde van dit spectrum optimaal te valoriseren en de beschikbare frequenties zo efficiënt mogelijk te gebruiken. Deze studieresultaten zijn dan ook de meest betrouwbare resultaten waarover de Belgische overheid beschikt om de minimale waarden van de enige heffing vast te leggen. Er is dus transparantie voor wat betreft de totstandkoming van de enige heffing. Aan de hand van de berekeningswijze van de enige heffing kan bovendien elke schuldenaar weten welk bedrag hij moet betalen naargelang de geldigheidsduur van zijn gebruiksrechten.</p>
<p>La redevance unique présente donc toutes les qualités de transparence requises.</p>	<p>De enige heffing heeft dus alle vereiste eigenschappen inzake transparantie.</p>
<p><i>c) En ce qui concerne le caractère non discriminatoire, objectivement justifié et proportionné de la loi proposée</i></p>	<p><i>c) Wat betreft de niet-discriminerende, objectief gerechtvaardigde en evenredige aard van de voorgestelde wet</i></p>
<p>La redevance unique est nécessaire en complément de la redevance annuelle de mise à disposition des fréquences pour deux raisons.</p>	<p>De enige heffing is nodig als aanvulling op het jaarlijks recht voor terbeschikkingstelling van de frequenties om twee redenen.</p>

<p>Premièrement, la valeur des fréquences de services de communications électroniques mobiles offerts au public est infiniment plus grande que celle des autres bandes de fréquences de communications électroniques mobiles, et ce pour deux motifs. D'une part, ces fréquences sont extrêmement rares et l'accès à un bloc de fréquence est individuel par rapport à un opérateur. D'autre part, les bénéfices pouvant être générés par l'activité de services de communications électroniques mobiles offerts au public, que seules ces fréquences permettent d'exercer, sont incomparablement plus élevés que les bénéfices générés par l'utilisation d'autres bandes de fréquences.</p>	<p>Ten eerste is de waarde van de frequenties van openbare, mobiele elektronische-communicatiediensten veel groter dan die van de andere frequentiebanden, en dat om twee redenen. Enerzijds zijn deze frequenties uiterst schaars en is de toegang die tot een frequentieblok wordt gegeven individueel ten opzichte van een operator. Anderzijds is de winst die kan worden voortgebracht door de activiteit van openbare, mobiele elektronische-communicatiediensten, welke enkel dankzij deze frequenties kunnen worden verstrekt, heel wat hoger dan de winst die wordt voortgebracht door de activiteiten voortgebracht door het gebruik van andere frequentiebanden.</p>
<p>Deuxièmement, il est nécessaire que les opérateurs soient incités à utiliser leurs fréquences de manière efficace de manière à ce qu'ils n'acquière que les droits d'utilisation dont ils ont réellement besoin. Afin de constituer un tel incitant, la redevance unique est due indépendamment de l'utilisation effective ou non des fréquences. Elle est en outre due tant lors de l'octroi que lors de la reconduction de ces droits d'utilisation, pour la période y afférente.</p>	<p>Ten tweede is het nodig dat de operatoren worden aangespoord om hun frequenties efficiënt te gebruiken zodat ze enkel de gebruiksrechten verwerven die ze werkelijk nodig hebben. Om een dergelijke stimulans te vormen, is de enige heffing verschuldigd ongeacht of de frequenties al dan niet daadwerkelijk worden gebruikt. Ze is bovendien zowel verschuldigd bij de toekenning als bij de verlenging van deze gebruiksrechten voor de betreffende periode.</p>
<p>Enfin, la redevance unique est due entièrement en début de période et le demeure même en cas de restitution de fréquences en cours de période. L'opérateur doit ainsi renoncer aux fréquences avant le début de chaque période de reconduction des droits d'utilisation (le début de la période constituant le fait générateur de la redevance unique) pour ne plus devoir payer la redevance unique.</p>	<p>Ten slotte is de enige heffing in haar geheel te betalen bij de toekenning van de gebruiksrechten en blijft ze dat zelfs bij teruggave van de gebruiksrechten voor het verstrijken ervan. De operator moet aldus afstand doen van de frequenties voor het begin van elke periode van verlenging van de gebruiksrechten (waarbij de verlenging het feit vormt dat aanleiding geeft tot de enige heffing) om de enige heffing niet meer verschuldigd te zijn.</p>
<p>Ces modalités sont logiques dès lors que la contrepartie de la redevance unique est l'accès individuel donné aux fréquences pour une période donnée.</p>	<p>Deze voorwaarden zijn logisch aangezien het tegenwicht van de enige heffing de individuele toegang tot de frequenties is die voor een bepaalde periode wordt gegeven.</p>
<p>Le montant de la redevance unique est fixé par MHz par mois (1 MHz duplex ou 2 fois 1 MHz équivaut à 2 MHz). Ce montant est donc proportionnel, pour chaque opérateur, au nombre de fréquences qu'il détient et à la durée de validité de ses droits d'utilisation sur celles-ci. Ce mode de calcul est proportionné pour deux raisons :</p>	<p>Het bedrag van de enige heffing wordt bepaald per MHz en per maand (1 MHz duplex of 2 keer 1 MHz is gelijk aan 2 MHz). Dat bedrag is dus voor elke operator recht evenredig aan het aantal frequenties dat hij heeft, alsook aan de geldigheidsduur van zijn gebruiksrechten daarop. Die berekeningswijze is evenredig om twee redenen:</p>

- les capacités d'un réseau sont directement liées au nombre de fréquences utilisées : avec un nombre double de fréquences et un trafic moyen par client constant, un opérateur double ainsi le nombre de clients pouvant être servis en même temps ;	- de capaciteit van een netwerk is rechtstreeks verbonden aan het aantal gebruikte frequenties: met een dubbel aantal frequenties en een constant gemiddeld verkeer per klant, verdubbelt een operator aldus het aantal klanten die tegelijk kunnen worden bediend;
- plus un opérateur détient des fréquences longtemps, plus il peut les rentabiliser.	- hoe langer een operator frequenties houdt, hoe rendabeler hij ze kan maken.
La redevance unique (par quantité de spectre et par mois) est en outre la même pour tous les opérateurs se trouvant dans une même bande de fréquences de sorte qu'il n'est pas possible d'appliquer des traitements différents.	De enige heffing (per hoeveelheid spectrum en per maand) is bovendien dezelfde voor alle operatoren die zich in eenzelfde frequentieband bevinden zodat er geen verschillende behandelingen kunnen worden gehanteerd.
La redevance est calculée par MHz, de sorte que l'opérateur puisse évaluer la quantité de spectre qu'il estime nécessaire de conserver en début de période.	De heffing wordt berekend per MHz, zodat de operator de hoeveelheid spectrum kan evalueren die hij nodig acht om aan het begin van de periode te behouden.
Des montants de redevance unique différents sont demandés pour les différentes bandes (900 MHz, 1800 MHz, 2 GHz, 700 MHz, 1400 MHz et 3,6 GHz). Cela ne signifie toutefois pas qu'il soit question de discrimination illégitime étant donné que les différences sont objectivement justifiées. Il en est tenu compte avec les coûts d'investissement pour le déploiement d'un réseau afin de pouvoir couvrir un pourcentage déterminé de la population (le nombre d'antennes nécessaires pour garantir une couverture optimale).	Er worden verschillende bedragen voor de enige heffing gevraagd voor de verschillende banden (900 MHz, 1800 MHz, 2 GHz, 700 MHz, 1400 MHz en 3,6 GHz). Toch betekent dat niet dat er sprake is van onrechtmatige discriminatie, want de verschillen zijn objectief gerechtvaardigd. Hiermee wordt rekening gehouden met de investeringskosten voor de aanleg van een netwerk om een bepaald percentage van de bevolking te kunnen dekken (het aantal antennes nodig om een optimale dekking te garanderen).
Enfin, le montant de la redevance unique est calculé en fonction de la bande de fréquences concernée étant donné que les perspectives de rentabilité varient en fonction de cette bande de sorte que la valeur des fréquences varie selon la bande de fréquences.	Ten slotte wordt het bedrag van de enige heffing berekend naargelang van de betreffende frequentieband omdat de vooruitzichten inzake rentabiliteit variëren naargelang van die band zodat de waarde van de frequenties varieert volgens de frequentieband.
En effet, plus la bande de fréquences est basse, plus la portée des sites d'antennes qui utilisent cette bande de fréquences sera grande, de sorte que le nombre de sites d'antenne à installer est moins important. Cela réduit le montant des investissements à réaliser. Il est également tenu compte des perspectives en matière d'exploitation commerciale et de positionnement stratégique offertes par la bande de fréquences.	Hoe lager immers de frequentieband, hoe groter het bereik van de antennesites die gebruikmaken van deze frequentieband, zodat het aantal te installeren antennesites kleiner is. Dit verlaagt het bedrag van de investeringen die moeten worden gedaan. Tevens wordt rekening gehouden met de vooruitzichten inzake commerciële exploitatie en strategische positionering die door de frequentieband wordt geboden.
d) Prise en compte des objectifs fixés à l'article 8 de la directive Cadre	d) Rekening houden met de doelstellingen vastgesteld in artikel 8 van de Kaderrichtlijn

<p>La redevance unique prend en compte les objectifs fixés à l'article 8 de la directive Cadre (promotion de la concurrence, contribution au développement du marché intérieur et soutien aux citoyens de l'Union européenne) de la façon suivante :</p>	<p>De enige heffing houdt rekening met de doelstellingen vastgesteld in artikel 8 van de Kaderrichtlijn (bevordering van de concurrentie, bijdrage tot de ontwikkeling van de interne markt en ondersteuning van de burgers van de Europese Unie) op de volgende manier:</p>
<p>- En incitant les opérateurs à ne pas adopter de comportements d'accapuration des fréquences et à utiliser le spectre d'une manière efficace, elle favorise la concurrence (article 8.2.d de la directive Cadre) .</p>	<p>- Door de operatoren ertoe aan te sporen om geen hamstergedrag aan te nemen in verband met de frequenties en om het spectrum efficiënt te gebruiken, bevordert zij de concurrentie (artikel 8.2.d van de Kaderrichtlijn).</p>
<p>- En incitant les opérateurs à libérer les fréquences non utilisées, la redevance unique renforce les chances pour chacun de disposer des fréquences dont il a besoin. Ce faisant, elle contribue au développement du marché intérieur.</p>	<p>- Door de operatoren ertoe aan te sporen om de ongebruikte frequenties vrij te geven, verhoogt de enige heffing voor iedereen de kansen om over frequenties te beschikken die hij nodig heeft. Op die manier draagt ze bij tot de ontwikkeling van de interne markt.</p>
<p>- Enfin, en favorisant le développement de la concurrence, la redevance unique sert les intérêts des consommateurs et donc, des citoyens de l'Union européenne.</p>	<p>- Door ten slotte de ontwikkeling van de concurrentie te begunstigen, dient de enige heffing de belangen van de consumenten en dus van de burgers van de Europese Unie.</p>
<p>2. Le présent projet : redevances uniques pour les bandes de fréquences 900 MHz, 1800 MHz, 2100 MHz, 700 MHz, 1400 MHz et 3,6 GHz.</p>	<p>2. Dit ontwerp: enige heffingen voor de 900 MHz-, 1800 MHz-, 2100 MHz-, 700 MHz-, 1400 MHz- en 3,6 GHz-frequentiebanden</p>
<p>Le présent projet prévoit des redevances uniques pour les bandes de fréquences 900 MHz, 1800 MHz, 2100 MHz, 700 MHz, 1400 MHz et 3,6 GHz. Il prévoit un montant minimal avant attribution des droits d'utilisation dans ces bandes (qu'il s'agisse d'une mise aux enchères, d'un concours de beauté ou d'un autre type de procédure). Dans le cas d'une mise aux enchères, ce montant minimum vaut comme enchère de départ pour les candidats et constituerait le montant de la redevance unique en l'absence de surenchères.</p>	<p>Dit ontwerp voorziet in enige heffingen voor de 900 MHz-, 1800 MHz-, 2100 MHz-, 700 MHz-, 1400 MHz- en 3,6 GHz frequentiebanden. Het voorziet in een minimumbedrag voorafgaand aan de toewijzing van gebruiksrechten in deze banden (ongeacht of het een veiling, schoonheidswedstrijd of een andere soort van procedure betreft). In geval van een veiling geldt dit minimumbedrag als het aanvangsbod voor de kandidaten en zou het het bedrag van de enige heffing vormen als hogere biedingen uitblijven.</p>
<p>Ce montant a été calculé de façon à ce qu'il soit proportionné à la valeur des fréquences (voir les sections 5.1 à 5.3 du premier rapport et la section 3 du deuxième rapport). Il a été tenu compte à cet effet des prix pratiqués pour les droits d'utilisation dans d'autres pays et l'on s'est basé sur l'approche de « <i>minimum expected return</i> » (rendement minimal escompté) comme recommandé dans les deux rapports. Dans le cadre de cette approche :</p>	<p>Dat bedrag is zo berekend dat het in verhouding staat tot de waarde van de frequenties (zie de delen 5.1 tot 5.3 van het eerste rapport en deel 3 van het tweede rapport). Hierbij werd rekening gehouden met de prijzen voor de gebruiksrechten in andere landen en werd uitgegaan van de "<i>minimum expected return</i>"-aanpak zoals aanbevolen in de twee rapporten (raming van minimale opbrengst). Bij deze aanpak:</p>

<p>- « <i>prices are set with a discount on the estimated value of the licence to the marginal winning bidder, but at a level that will still ensure a significant revenue return.</i> » Traduction libre : « <i>les prix sont fixés en incluant une réduction sur la valeur estimée de la licence pour l'enchérisseur retenu proposant l'offre la plus basse, mais d'un niveau qui garantira tout de même des recettes importantes.</i> » (figure 5.10, page 62 du premier rapport et figure 3.6, page 13 du deuxième rapport) ;</p>	<p>- “<i>prices are set with a discount on the estimated value of the licence to the marginal winning bidder, but at a level that will still ensure a significant revenue return.</i>” Vrije vertaling: “<i>de prijzen worden vastgesteld met een vermindering ten opzichte van de geraamde waarde van de vergunning voor de winnende bidder met het laagste bod, maar op een niveau dat nog een aanzienlijk rendement op de inkomsten zal waarborgen.</i>” (figuur 5.10, pagina 62 van het eerste rapport en figuur 3.6, pagina 13 van het tweede rapport);</p>
<p>- « <i>This approach should ensure that BIPT's two main objectives are met, namely making sure that all the available spectrum is sold and used in the most economically efficient manner, and ensuring that the government receives adequate revenues from the spectrum.</i> » Traduction libre : « <i>Cette approche devrait permettre à l'IBPT d'atteindre deux objectifs principaux, à savoir veiller à ce que tout le spectre disponible soit vendu et utilisé de la manière la plus économiquement efficace ; et veiller à ce que le gouvernement engrange des recettes adéquates issues du spectre.</i> » (page 62 du premier rapport et page 14 du deuxième rapport).</p>	<p>- “<i>This approach should ensure that BIPT's two main objectives are met, namely making sure that all the available spectrum is sold and used in the most economically efficient manner, and ensuring that the government receives adequate revenues from the spectrum.</i>” Vrije vertaling: “<i>Deze aanpak zou ervoor moeten zorgen dat de twee hoofddoelstellingen van het BIPT worden bereikt, namelijk ervoor zorgen dat al het beschikbare spectrum wordt verkocht en economisch zo efficiënt mogelijk wordt gebruikt, en ervoor zorgen dat de overheid de gepaste opbrengst haalt uit het spectrum.</i>” (pagina 62 van het eerste rapport en pagina 14 van het tweede rapport).</p>
<p>Les recommandations d'Analysys Mason pour les redevances uniques sont exprimées en euros par blocs de 5 MHz, 10 MHz, 20 MHz ou 5 MHz duplex :</p>	<p>De aanbevelingen van Analysys Mason voor de enige heffingen zijn uitgedrukt in euro per blokken van 5 MHz, 10 MHz, 20 MHz of 5 MHz duplex.</p>
<p>- « <i>Based on our economic analysis, we recommend that BIPT set a reserve price for the 700MHz band of EUR40 million per 2x5MHz lot, which translates into a price of 0.36 EUR/MHz/pop.</i> <i>For the 1400MHz band we recommend a reserve price of EUR3 million per 5MHz lot, which translates into a price of 0.05 EUR/MHz/pop.</i> » Traduction libre : « <i>Sur la base de notre analyse économique, nous recommandons que l'IBPT fixe un prix de réserve pour la bande 700 MHz de 40 millions EUR par lot de 2x5 MHz, ce qui se traduit par un prix de 0,36 EUR/MHz/pop.</i> » <i>Pour la bande 1400 MHz, nous recommandons un prix de réserve de 3 millions EUR par lot de 5 MHz, ce qui se traduit par un prix de 0,05 EUR/MHz/pop.</i> » (section 5.1, page 54 du premier rapport) ;</p>	<p>- “<i>Based on our economic analysis, we recommend that BIPT set a reserve price for the 700MHz band of EUR40 million per 2x5MHz lot, which translates into a price of 0.36 EUR/MHz/pop.</i> <i>For the 1400MHz band we recommend a reserve price of EUR3 million per 5MHz lot, which translates into a price of 0.05 EUR/MHz/pop.</i>” Vrije vertaling: “<i>Op basis van onze economische analyse bevelen wij aan dat het BIPT voor de 700 MHz-band een reserveprijs vaststelt van 40 miljoen EUR per perceel van 2x5 MHz, wat zich vertaalt in een prijs van 0,36 EUR/MHz/pop.</i> <i>Voor de 1400 MHz-band bevelen we een reserveprijs van 3 miljoen EUR per perceel van 5 MHz aan, wat zich vertaalt in een prijs van 0,05 EUR/MHz/pop.</i>” (deel 5.1, pagina 54 van het eerste rapport);</p>

<p>- « Based on our economic assessment, we recommend that BIPT set the following reserve prices:</p> <ul style="list-style-type: none"> . 900MHz band – EUR28 million per 2x5MHz lot (0.25 EUR/MHz/pop) . 1800MHz – EUR9 million per 2x5MHz lot (0.08 EUR/MHz/pop) . 2100MHz – EUR9 million per 2x5MHz lot (0.08 EUR/MHz/pop). <p>» Traduction libre : « Sur la base de notre évaluation économique, nous recommandons à l'IBPT de fixer les prix de réserve suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> . Bande 900 MHz – 28 millions EUR par lot de 2x5 MHz (0,25 EUR/MHz/pop) . Bande 1800 MHz – 9 millions EUR par lot de 2x5 MHz (0,08 EUR/MHz/pop) . Bande 2100MHz – 9 millions EUR par lot de 2x5 MHz (0,08 EUR/MHz/pop) » (section 5.2, page 66 du premier rapport). 	<p>- “Based on our economic assessment, we recommend that BIPT set the following reserve prices:</p> <ul style="list-style-type: none"> . 900MHz band – EUR28 million per 2x5MHz lot (0.25 EUR/MHz/pop) . 1800MHz – EUR9 million per 2x5MHz lot (0.08 EUR/MHz/pop) . 2100MHz – EUR9 million per 2x5MHz lot (0.08 EUR/MHz/pop).” <p>Vrije vertaling: “Op basis van onze economische evaluatie bevelen wij aan dat het BIPT de volgende reserveprijzen vaststelt:</p> <ul style="list-style-type: none"> . 900 MHz-band – 28 miljoen EUR per perceel van 2x5 MHz (0,25 EUR/MHz/pop) . 1800 MHz-band – 9 miljoen EUR per perceel van 2x5 MHz (0,08 EUR/MHz/pop) . 2100 MHz – 9 miljoen EUR per perceel van 2x5 MHz (0,08 EUR/MHz/pop).” (deel 5.2, pagina 66 van het eerste rapport).
<p>- « Based on our economic analysis, we recommend that BIPT set a reserve price for the 3440–3800MHz band of EUR4.60 million per 10MHz block, which translates into a price of EUR0.04/MHz/pop. » Traduction libre : « Sur la base de notre analyse économique, nous recommandons que l'IBPT fixe un prix de réserve pour la bande 3440–3800 MHz de 4,60 millions EUR par bloc de 10 MHz, ce qui se traduit par un prix de 0,04 EUR/MHz/pop. » (section 3.4.1, page 14 du deuxième rapport).</p>	<p>- “Based on our economic analysis, we recommend that BIPT set a reserve price for the 3440–3800MHz band of EUR4.60 million per 10MHz block, which translates into a price of EUR0.04/MHz/pop.” Vrije vertaling: “Op basis van onze economische analyse bevelen wij aan dat het BIPT voor de 3440–3800 MHz-band een reserveprijs vaststelt van 4,60 miljoen EUR per blok van 10 MHz, wat zich vertaalt in een prijs van 0,04 EUR/MHz/pop.” (deel 3.4.1, pagina 14 van het tweede rapport).</p>
<p>- « Regarding the 3420–3440MHz spectrum block, for which Citymesh and Gridmax have been awarded licences, we recommend that BIPT should set a reserve price of EUR9.20 million for the 20MHz block, which is the same price per MHz as for the 3440–3800MHz spectrum. » Traduction libre : « Concernant le bloc de fréquences 3420–3440 MHz, pour lequel des licences ont été octroyées à Citymesh et Gridmax, nous recommandons que l'IBPT fixe un prix de réserve de 9,20 millions EUR pour le bloc de 20 MHz, à savoir le même prix que pour la bande 3440–3800 MHz. ») (section 3.4.2, page 15 du deuxième rapport).</p>	<p>- “Regarding the 3420–3440MHz spectrum block, for which Citymesh and Gridmax have been awarded licences, we recommend that BIPT should set a reserve price of EUR9.20 million for the 20MHz block, which is the same price per MHz as for the 3440–3800MHz spectrum.” Vrije vertaling: “Wat betreft het spectrumblok van 3420–3440 MHz, waarvoor Citymesh en Gridmax vergunningen hebben gekregen, bevelen we aan dat het BIPT een reserveprijs vaststelt van 9,20 miljoen EUR voor het blok van 20 MHz, wat dezelfde prijs per MHz is als voor het 3440–3800 MHz-spectrum.” (deel 3.4.2, pagina 15 van het tweede rapport).</p>

<p>- « <i>Finally, regarding the lower end of the spectrum, i.e. the 3400–3420MHz band, we recommend setting a lower reserve price of EUR6.90 million for the 20MHz block, which corresponds to a 25% reduction in the price per MHz compared to the remainder of the band.</i> » Traduction libre : « <i>Enfin, en ce qui concerne la partie basse du spectre, à savoir la bande 3400–3420 MHz, nous recommandons de fixer un prix de réserve plus bas de 6,90 millions EUR pour le bloc de 20 MHz, ce qui correspond à une réduction de 25 % du prix par MHz, par rapport au reste de la bande.</i> ») (section 3.4.3, page 15 du deuxième rapport).</p>	<p>- “<i>Finally, regarding the lower end of the spectrum, i.e. the 3400–3420MHz band, we recommend setting a lower reserve price of EUR6.90 million for the 20MHz block, which corresponds to a 25% reduction in the price per MHz compared to the remainder of the band.</i>” Vrije vertaling: “<i>Wat ten slotte het onderste deel van het spectrum betreft, namelijk de 3400–3420 MHz-band, bevelen we aan om een lagere reserveprijs van 6,90 miljoen EUR voor het blok van 20 MHz vast te stellen, wat overeenkomt met een vermindering van 25% op de prijs per MHz in vergelijking met de rest van de band.</i>” (deel 3.4.3, pagina 15 van het tweede rapport).</p>
<p>Les montants en euros par blocs de 5 MHz, 10 MHz, 20 MHz ou 5 MHz duplex, ont été transformés en montants par MHz et par mois sur base d’une durée des autorisations de 20 ans.</p>	<p>De bedragen in euro per blokken van 5 MHz, 10 MHz, 20 MHz of 5 MHz duplex werden omgezet in bedragen per MHz en per maand op basis van een duur van de vergunningen van 20 jaar.</p>
<p>Pour la bande de fréquences 3,6 GHz, plusieurs effets interviennent dans l’établissement de la redevance unique. D’une part, il s’agit d’une bande relativement large de 400 MHz au total d’une valeur considérable étant donné qu’il s’agira de la première bande en Europe pour le déploiement de services 5G innovants. Les opérateurs proposent toutefois des largeurs de bande de plus en plus grandes à des prix de plus en plus bas. Cette bande a justement pour but de mettre à disposition une très grande largeur de bande sans que cela ne puisse nuire à la rentabilité de cette bande. Il y a donc un impact notable sur la valorisation de ce spectre. D’autre part, cette bande se caractérise par des propriétés de propagation relativement plus faibles par rapport aux bandes mobiles traditionnelles et la valorisation de ce spectre s’avérera par conséquent également nettement inférieure.</p>	<p>Voor de 3,6 GHz -frequentieband zijn er een aantal effecten die meespelen voor het bepalen van de enige heffing. Enerzijds betreft het een vrij brede band van 400 MHz in totaal die zeer waardevol is aangezien dit de eerste band zal zijn in Europa voor de uitrol van innovatieve 5G-diensten. De operatoren bieden echter steeds grotere bandbreedtes aan tegen steeds lagere prijzen. Het is net de bedoeling van deze band om een zeer grote bandbreedte ter beschikking te stellen waarbij de winstgevendheid van deze band niet aangetast mag worden. Er is dus een merkelijke invloed op de valorisatie van dit spectrum. Anderzijds wordt deze band gekenmerkt door relatief slechtere propagatie-eigenschappen ten opzichte van de traditionele mobiele banden, waardoor de valorisatie van dit spectrum ook hierdoor merkkelijk lager zal uitvallen.</p>

<p>Au final, une valeur qui, par mois et par MHz, est environ 4 à 5 fois inférieure à celle de la bande de 2,6 GHz¹⁴ a été déterminée pour ce spectre. Le montant n'a pas été déterminé sur base d'une analyse économique vu le fait que le modèle d'affaires pour 5G est pas encore clair. Cette valeur initialement suffisamment faible laisse en outre une certaine marge de surenchère lors d'une éventuelle mise aux enchères et minimise le risque de spectre invendu. D'autre part, la valeur initiale est suffisamment élevée pour éviter les enchères spéculatives.</p>	<p>Uiteindelijk werd een waarde voor dit spectrum bepaald die per maand en per MHz ongeveer 4 à 5 maal lager uitvalt dan die van de 2,6 GHz-band¹⁴. Het bedrag werd niet vastgelegd op basis van een economische analyse aangezien het zakenmodel voor 5G nog niet duidelijk is. Deze voldoende lage initiële waarde laat bovendien ook ruimte voor opbod tijdens een eventuele veiling en minimaliseert het risico op onverkocht spectrum. Anderzijds is de initiële waarde voldoende hoog om speculatief bieden te vermijden.</p>
<p>Les droits d'utilisation actuellement attribués à Citymesh pour la bande 3,6 GHz sont valables jusqu'au 6 mai 2025. Ces droits d'utilisation ont été attribués à Citymesh en 2015 et n'avaient pas fait l'objet du paiement d'une redevance unique. L'intérêt des opérateurs mobiles pour la bande 3,6 GHz était en effet modéré, jusqu'à ce que cette bande ne soit considérée par le RSPG comme une bande primordiale pour l'introduction de la 5G en Europe. Afin d'éviter toute discrimination, une dérogation de paiement de la redevance unique est prévue (nouvel alinéa 4, 8° de l'article 30, § 1^{er}/1) pour la période de validité (de tous les droits d'utilisation) antérieure au 7 mai 2025.</p>	<p>De gebruiksrechten momenteel toegekend aan Citymesh voor de band 3,6 GHz zijn geldig tot 6 mei 2025. Deze gebruiksrechten werden toegekend aan Citymesh in 2015 en maakten niet het voorwerp uit van de betaling van een enige heffing. De interesse van de mobiele operatoren voor de band 3,6 GHz was in feite maar matig, totdat deze band door de RSPG beschouwd werd als een primordiale band voor de introductie van 5G in Europa. Om elke discriminatie te vermijden, werd een vrijstelling van betaling van de enige heffing bepaald (nieuw lid 4, 8° van artikel 30 §1/1) voor de geldigheidsperiode (van alle gebruiksrechten) voorafgaand aan 7 mei 2025.</p>
<p>Le montant final par MHz et par mois sert ensuite de base pour le calcul de la redevance unique tant pour l'attribution que pour la reconduction des droits d'utilisation des fréquences pour la période en question.</p>	<p>Het eindbedrag per MHz en per maand wordt vervolgens als basis genomen voor de berekening van de enige heffing zowel voor de toekenning als bij de verlenging van de gebruiksrechten van de frequenties voor de betreffende periode.</p>
<p>Vu les éléments qui précèdent, le présent projet remplit les conditions de l'article 13 de la directive Autorisation.</p>	<p>Gelet op de voorgaande elementen voldoet voorliggend ontwerp aan de voorwaarden van artikel 13 van de Machtigingsrichtlijn.</p>
<p>Pour les licences 2G et 3G existantes, les licences 800 MHz¹⁵ et les licences 2,6 GHz, et les renouvellements de ces licences, les anciens montants de la redevance unique sont utilisés et ne changent donc pas.</p>	<p>Voor de bestaande 2G- en 3G-vergunningen, de 800 MHz-vergunningen¹⁶ en de 2,6 GHz-vergunningen, alsook de verlengingen van die vergunningen, zullen de oude bedragen van de enige heffing worden gebruikt, waardoor die niet veranderen.</p>

¹⁴ 2500-2690 MHz.

¹⁵ 790-862 MHz.

¹⁶ 790-862 MHz.

Avant-projet de loi	Voorontwerp van wet
PHILIPPE, Roi des Belges, A tous, présents et à venir, Salut.	FILIP, Koning der Belgen, Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
Sur la proposition du Ministre de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste;	Op de voordracht van de Minister van Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post;
NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :	HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ:
Le Ministre de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste est chargé de présenter et de déposer au Parlement le projet de loi dont la teneur suit :	De Minister van Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post is ermee belast het ontwerp van wet, waarvan de tekst hierna volgt, in onze naam aan het Parlement voor te leggen en in te dienen:
CHAPITRE 1^{er}. – Objet	HOOFDSTUK 1. - Voorwerp
Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.	Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.
CHAPITRE 2 - Modifications de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques	HOOFDSTUK 2 - Wijzigingen aan de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie
Art. 2. À l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, modifié par les lois du 15 mars 2010, du 29 mai 2013 et du 27 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :	Art. 2. In artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, gewijzigd bij de wetten van 15 maart 2010, 29 mei 2013 en 27 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:
1° au paragraphe 1 ^{er} /1, alinéa 3, inséré par la loi du 15 mars 2010 et modifié par la loi du 29 mai 2013, les modifications suivantes sont apportées :	1° in paragraaf 1/1, derde lid, ingevoegd bij de wet van 15 maart 2010 en gewijzigd bij de wet van 29 mei 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:
a) les 1° et 2° sont remplacés par ce qui suit :	a) de bepalingen onder 1° en 2° worden vervangen als volgt:
« 1° 11.667 euros par MHz et par mois pour les bandes de fréquences 880-915 MHz et 925-960 MHz ;	“1° 11.667 euro per MHz en per maand voor de frequentiebanden 880-915 MHz en 925-960 MHz;
2° 3.750 euros par MHz et par mois pour les bandes de fréquences 1920-1980 MHz et 2110-2170 MHz ;»;	2° 3.750 euro per MHz en per maand voor de frequentiebanden 1920-1980 MHz en 2110-2170 MHz;”
b) l'alinéa est complété par les 5° à 9°, rédigés comme suit:	b) het lid wordt aangevuld met de bepalingen onder 5° tot 9°, luidende:

« 5° 3.750 euros par MHz et par mois pour les bandes de fréquences 1710-1785 et 1805-1880 MHz	“5° 3.750 euro per MHz en per maand voor de frequentiebanden 1710-1785 en 1805-1880 MHz
6° 8.639 euros par MHz et par mois pour la bande de fréquences 694-790 MHz;	6° 8.639 euro per MHz en per maand voor de frequentieband 694-790 MHz;
7° 2.500 euros par MHz et par mois pour la bande de fréquences 1427-1517 MHz;	7° 2.500 euro per MHz en per maand voor de frequentieband 1427-1517 MHz;
8° 1.917 euros par MHz et par mois pour la bande de fréquences 3400-3420 MHz. Par dérogation à ce qui précède, la redevance unique pour la bande de fréquences 3400-3420 MHz est nulle pour la partie de période de validité antérieure au 7 mai 2025 ;	8° 1.917 euro per MHz en per maand voor de frequentieband 3400-3420 MHz. In afwijking van wat voorafgaat is de enige heffing voor de frequentieband 3400-3420 MHz nul voor de geldigheidsperiode voorafgaand aan 7 mei 2025;
9° 2.556 euros par MHz et par mois pour la bande de fréquences 3420-3800 MHz. Par dérogation à ce qui précède, la redevance unique pour la bande de fréquences 3420-3800 MHz est nulle pour la partie de période de validité antérieure au 7 mai 2025. »	9° 2.556 euro per MHz en per maand voor de frequentieband 3420-3800 MHz. In afwijking van wat voorafgaat is de enige heffing voor de frequentieband 3420-3800 MHz nul voor de geldigheidsperiode voorafgaand aan 7 mei 2025.”
2° au paragraphe 1er/2, inséré par la loi du 15 mars 2010, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :	2° in paragraaf 1/2, ingevoegd bij de wet van 15 maart 2010, wordt tussen het tweede en het derde lid een lid ingevoegd, luidende:
« Par dérogation à l’alinéa précédent, pour les droits d’utilisation en vigueur jusqu’à l’entrée en vigueur des droits d’utilisation qui seront notifiés par l’Institut à la suite des enchères qui seront organisées par l’Institut après l’entrée en vigueur de la loi du [] dans les bandes de fréquences, la redevance unique s’élève à :	“In afwijking van het vorige lid bedraagt de enige heffing voor de gebruiksrechten die van kracht zijn tot de inwerkingtreding van de gebruiksrechten die door het Instituut zullen worden genotificeerd na de veilingen die door het Instituut georganiseerd zullen worden na de inwerkingtreding van de wet van [] in de frequentiebanden:
1° 51.644 euros par MHz et par mois pour les bandes de fréquences 880-915 MHz et 925-960 MHz. L’obtention de droits d’utilisation pour les bandes de fréquences 880-915 MHz et 925-960 MHz implique également l’obtention de droits d’utilisation pour les bandes de fréquences 1710-1785 et 1805-1880 MHz : la quantité de spectre attribué dans les bandes 1710-1785 et 1805-1880 MHz est égale au double de la quantité de spectre attribué dans les bandes 880-915 MHz et 925-960 MHz, arrondi au multiple de 5 MHz supérieur;	1° 51.644 euro per MHz en per maand voor de frequentiebanden 880-915 MHz en 925-960 MHz. Het verkrijgen van gebruiksrechten voor de frequentiebanden 880-915 MHz en 925-960 MHz houdt eveneens het verkrijgen van gebruiksrechten in voor de frequentiebanden 1710-1785 en 1805-1880 MHz : de hoeveelheid toegewezen spectrum in de banden 1710-1785 en 1805-1880 MHz is gelijk aan het dubbele van de hoeveelheid toegewezen spectrum in de banden 880-915 MHz en 925-960 MHz, afgerond op het hogere veelvoud van 5 MHz;
2° 20.833 euros par MHz et par mois pour les bandes de fréquences 1920-1980 MHz et 2110-2170 MHz; »	2° 20.833 euro per MHz en per maand voor de frequentiebanden 1920-1980 MHz en 2110-2170 MHz;”

3° au paragraphe 1er/3, inséré par la loi du 15 mars 2010 et modifié par la loi du 27 mars 2014, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :	3° in paragraaf 1/3, ingevoegd bij de wet van 15 maart 2010 en gewijzigd bij de wet van 27 maart 2014, wordt het derde lid vervangen als volgt:
« Le cas échéant, l'opérateur qui veut utiliser la possibilité prévue à l'alinéa 2, informe l'Institut de son choix dans les deux jours ouvrables qui suivent, selon le cas, le début de la période de validité visée au § 1er/1, alinéa 1 ^{er} , et le début de la période de reconduction visée au § 1er/2, alinéa 1 ^{er} . »	“Desgevallend deelt de operator die wenst gebruik te maken van de mogelijkheid waarin het tweede lid voorziet, aan het Instituut zijn keuze mee binnen de twee werkdagen die, desgevallend, volgen op de aanvang van de geldigheidsperiode bedoeld in § 1/1, eerste lid, en de aanvang van de verlengingsperiode bedoeld in § 1/2, eerste lid.”.
4° au paragraphe 1er/4, inséré par la loi du 15 mars 2010, les modifications suivantes sont apportées :	4° in paragraaf 1/4, ingevoegd bij de wet van 15 maart 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht:
a) les mots « conformément au § 1er/3 » sont insérés entre les mots « redevance unique » et les mots « dans son intégralité » ;	a) de woorden “overeenkomstig § 1/3” worden ingevoegd tussen de woorden “niet voldoet” en het woord “worden”;
b) les mots « pour les bandes de fréquences respectives comme stipulé au § 1er/1 1°, 2° ou 3° » sont supprimés.	b) de woorden “voor de respectievelijke frequentiebanden zoals bepaald onder § 1/1 1°, 2° of 3°” worden geschrapt.
Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le <i>Moniteur belge</i> .	Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het <i>Belgisch Staatsblad</i> zal worden bekendgemaakt.
Donné à Bruxelles, le	Gegeven te Brussel,
PHILIPPE Par le Roi :	FILIP Van Koningswege :
Le Ministre de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste,	De Minister van Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post,
P. DE BACKER Scellé du sceau de l'Etat : Le Ministre de la Justice, K. GEENS	P. DE BACKER Met 's Lands zegel gezegeld : De Minister van Justitie, K. GEENS

Version coordonnée	Gecoördineerde versie
<p>Art. 30. § 1er. Les droits d'utilisation visés aux articles 11 et 18 peuvent être soumis à des redevances afin de garantir une utilisation optimale de ces moyens. Les redevances sont recouvrées par l'Institut.</p>	<p>Art. 30. § 1. De in de artikel en 11 en 18 bedoelde gebruiksrechten kunnen aan heffingen onderworpen worden teneinde een optimaal gebruik van deze middelen te waarborgen. De heffingen worden door het Instituut geïnd.</p>
<p>§ 1er/1. Dans le but indiqué au paragraphe 1er, les opérateurs autorisés à disposer de droits d'utilisation de radiofréquences en vue de l'exploitation d'un réseau et de la fourniture de services de communications électroniques mobiles offerts au public sont notamment tenus, au début de la période de validité des droits d'utilisation, de payer une redevance unique.</p>	<p>§ 1/1. Ten behoeve van het in paragraaf 1 beschreven doel dienen operatoren aan wie het is toegestaan om over gebruiksrechten voor radiofrequenties te beschikken met het oog op de exploitatie van een netwerk en het aanbieden van mobiele elektronische-communicatiediensten aan het publiek, bij de aanvang van de geldigheidsduur van de gebruiksrechten onder andere een enige heffing te betalen.</p>
<p>La redevance unique est déterminée lors de l'attribution des fréquences.</p>	<p>De enige heffing wordt bepaald bij het toekennen van de frequenties.</p>
<p>La redevance unique s'élève à :</p>	<p>De enige heffing bedraagt :</p>
<p>1° <u>51.64411.667</u> euros par MHz et par mois pour les bandes de fréquences 880-915 MHz et 925-960 MHz. L'obtention de droits d'utilisation pour les bandes de fréquences 880-915 MHz et 925-960 MHz implique également l'obtention de droits d'utilisation pour les bandes de fréquences 1710-1785 et 1805-1880 MHz : la quantité de spectre attribué dans les bandes 1710-1785 et 1805-1880 MHz est égale au double de la quantité de spectre attribué dans les bandes 880-915 MHz et 925-960 MHz, arrondi au multiple de 5 MHz supérieur. Par dérogation à ce qui précède, jusqu'au 26 novembre 2015, la redevance unique pour la quantité de spectre attribué au 1er janvier 2010 dans les bandes 880-915 MHz et 925-960 MHz, vaut également pour la quantité de spectre maximale qui pouvait être attribué le 1er janvier 2010 dans les bandes 1710-1785 et 1805-1880 MHz;</p>	<p>1° <u>51.64411.667</u> euro per MHz en per maand voor de frequentiebanden 880-915 MHz en 925-960 MHz. Het verkrijgen van gebruiksrechten voor de frequentiebanden 880-915 MHz en 925-960 MHz houdt eveneens het verkrijgen van gebruiksrechten in voor de frequentiebanden 1710-1785 en 1805-1880 MHz : de hoeveelheid toegewezen spectrum in de banden 1710-1785 en 1805-1880 MHz is gelijk aan het dubbele van de hoeveelheid toegewezen spectrum in de banden 880-915 MHz en 925-960 MHz, afgerond op het hogere veelvoud van 5 MHz. In afwijking op het voorgaande, tot 26 november 2015 geldt de enige heffing voor de hoeveelheid spectrum dat op 1 januari 2010 is toegewezen in de banden 880-915 MHz en 925-960 MHz, eveneens voor de maximale hoeveelheid spectrum die kon worden toegekend op 1 januari 2010 in de banden 1710-1785 en 1805-1880 MHz;</p>
<p>2° <u>20.8333.750</u> euros par MHz et par mois pour les bandes de fréquences 1920-1980 MHz et 2110-2170 MHz, sauf dans le cas où la quantité totale de spectre détenue par l'opérateur dans ces bandes de fréquences n'excède pas 2 x 5 MHz. Dans ce dernier cas, la redevance unique s'élève à 32.000 euros par MHz par mois;</p>	<p>2° <u>20.8333.750</u> euro per MHz en per maand voor de frequentiebanden 1920-1980 MHz en 2110-2170 MHz, behoudens wanneer de totale hoeveelheid spectrum waarover een operator in deze frequentiebanden beschikt niet hoger is dan 2 x 5 MHz. In dat geval bedraagt de enige heffing 32.000 euro per MHz per maand;</p>

3° 2.778 euros par MHz et par mois pour la bande de fréquences 2500-2690 MHz.	3° 2.778 euro per MHz en per maand voor de frequentieband 2500-2690 MHz.
4° 25 000 euros par MHz et par mois pour la bande de fréquences 790-862 MHz.	4° 25 000 euro per MHz en per maand voor de frequentieband 790-862 MHz.
<u>5° 3.750 euros par MHz et par mois pour les bandes de fréquences 1710-1785 et 1805-1880 MHz</u>	<u>5° 3.750 euro per MHz en per maand voor de frequentiebanden 1710-1785 en 1805-1880 MHz</u>
<u>6° 8.639 euros par MHz et par mois pour la bande de fréquences 694-790 MHz;</u>	<u>6° 8.639 euro per MHz en per maand voor de frequentieband 694-790 MHz;</u>
<u>7° 2.500 euros par MHz et par mois pour la bande de fréquences 1427-1517 MHz;</u>	<u>7° 2.500 euro per MHz en per maand voor de frequentieband 1427-1517 MHz;</u>
<u>8° 1.917 euros par MHz et par mois pour la bande de fréquences 3400-3420 MHz. Par dérogation à ce qui précède, la redevance unique pour la bande de fréquences 3400-3420 MHz est nulle pour la partie de période de validité antérieure au 7 mai 2025 ;</u>	<u>8° 1.917 euro per MHz en per maand voor de frequentieband 3400-3420 MHz. In afwijking van wat voorafgaat is de enige heffing voor de frequentieband 3400-3420 MHz nul voor de geldigheidsperiode voorafgaand aan 7 mei 2025;</u>
<u>9° 2.556 euros par MHz et par mois pour la bande de fréquences 3420-3800 MHz. Par dérogation à ce qui précède, la redevance unique pour la bande de fréquences 3420-3800 MHz est nulle pour la partie de période de validité antérieure au 7 mai 2025.</u>	<u>9° 2.556 euro per MHz en per maand voor de frequentieband 3420-3800 MHz. In afwijking van wat voorafgaat is de enige heffing voor de frequentieband 3420-3800 MHz nul voor de geldigheidsperiode voorafgaand aan 7 mei 2025.</u>
Lors de l'assignation à l'aide d'une vente aux enchères des fréquences, le montant minimum de la redevance unique visé au présent paragraphe 1er/1 vaut comme enchère de départ pour les candidats.	Bij de toekenning door middel van een veiling van de frequenties geldt het in onderhavige paragraaf 1/1 beoogde minimumbedrag van de enige heffing als beginbod voor de kandidaten.
§ 1er/2. Les opérateurs sont, pour chaque période de reconduction de l'autorisation, redevables d'une redevance unique.	§ 1/2. Voor elke periode van verlenging van de vergunning zijn de operatoren een enige heffing verschuldigd.
Le montant de la redevance unique correspond à la redevance unique visé au § 1er/1, premier alinéa.	Het bedrag van de enige heffing stemt overeen met de enige heffing bedoeld in § 1/1, eerste lid.
<u>Par dérogation à l'alinéa précédent, pour les droits d'utilisation en vigueur jusqu'à l'entrée en vigueur des droits d'utilisation qui seront notifiés par l'Institut à la suite des enchères qui seront organisées par l'Institut après l'entrée en vigueur de la loi du [] dans les bandes de fréquences, la redevance unique s'élève à :</u>	<u>In afwijking van het vorige lid bedraagt de enige heffing voor de gebruiksrechten die van kracht zijn tot de inwerkingtreding van de gebruiksrechten die door het Instituut zullen worden genotificeerd na de veilingen die door het Instituut georganiseerd zullen worden na de inwerkingtreding van de wet van [] in de frequentiebanden:</u>

<p><u>1° 51.644 euros par MHz et par mois pour les bandes de fréquences 880-915 MHz et 925-960 MHz. L'obtention de droits d'utilisation pour les bandes de fréquences 880-915 MHz et 925-960 MHz implique également l'obtention de droits d'utilisation pour les bandes de fréquences 1710-1785 et 1805-1880 MHz : la quantité de spectre attribué dans les bandes 1710-1785 et 1805-1880 MHz est égale au double de la quantité de spectre attribué dans les bandes 880-915 MHz et 925-960 MHz, arrondi au multiple de 5 MHz supérieur;</u></p>	<p><u>1° 51.644 euro per MHz en per maand voor de frequentiebanden 880-915 MHz en 925-960 MHz. Het verkrijgen van gebruiksrechten voor de frequentiebanden 880-915 MHz en 925-960 MHz houdt eveneens het verkrijgen van gebruiksrechten in voor de frequentiebanden 1710-1785 en 1805-1880 MHz : de hoeveelheid toegewezen spectrum in de banden 1710-1785 en 1805-1880 MHz is gelijk aan het dubbele van de hoeveelheid toegewezen spectrum in de banden 880-915 MHz en 925-960 MHz, afgerond op het hogere veelvoud van 5 MHz;</u></p>
<p><u>2° 20.833 euros par MHz et par mois pour les bandes de fréquences 1920-1980 MHz et 2110-2170 MHz;</u></p>	<p><u>2° 20.833 euro per MHz en per maand voor de frequentiebanden 1920-1980 MHz en 2110-2170 MHz;</u></p>
<p>Pour le calcul du montant, il est tenu compte de la partie des droits d'utilisation que l'opérateur veut maintenir lors de la reconduction.</p>	<p>Bij de berekening van het bedrag wordt rekening gehouden met het deel van de gebruiksrechten dat de operator wil behouden bij de verlenging.</p>
<p>Si un opérateur veut céder du spectre, celui-ci doit former un bloc continu.</p>	<p>Indien een operator van spectrum wil afstand doen, dan moet dit een aaneensluitend blok vormen.</p>
<p>§ 1er/3. Le paiement de la redevance unique est effectué, selon le cas, dans les quinze jours qui suivent le début de la période de validité visée au § 1er/1, alinéa premier et dans les quinze jours qui suivent le début de la période de reconduction visée au § 1er/2, alinéa premier.</p>	<p>§ 1/3. De betaling van de enige heffing gebeurt, al naargelang binnen vijftien dagen na de aanvang van de geldigheidsduur vermeld in § 1/1, eerste lid, en binnen vijftien dagen na de aanvang van de verlengingsperiode vermeld in § 1/2, eerste lid.</p>
<p>Par dérogation à l'alinéa précédent, l'opérateur a la possibilité d'effectuer le paiement comme suit :</p>	<p>In afwijking van vorig lid heeft de operator de mogelijkheid om de betaling als volgt uit te voeren :</p>
<p>a) l'opérateur paie au prorata du nombre de mois restant jusqu'à l'année calendrier suivante selon le cas, dans les quinze jours qui suivent le début de la période de validité visée au § 1er/1, alinéa premier et dans les quinze jours qui suivent le début de la période de reconduction visée au § 1er/2, alinéa premier;</p>	<p>a) binnen 15 dagen na de aanvang van de geldigheidsduur vermeld in § 1/1, eerste lid, en binnen 15 dagen na de aanvang van de verlengingsperiode vermeld in § 1/2, eerste lid, betaalt de operator pro rata het aantal resterende maanden van het kalenderjaar;</p>
<p>b) en outre, l'opérateur paie au plus tard le 15 décembre la totalité de la redevance unique pour l'année à venir. Si l'autorisation expire dans le courant de l'année à venir, l'opérateur paie au prorata du nombre de mois restant jusqu'à l'expiration des droits d'utilisation;</p>	<p>b) bovendien betaalt de operator ten laatste op 15 december het volledige gedeelte van enige heffing voor het komende jaar. Indien in het komende jaar de vergunning afloopt, betaalt de operator pro rata het aantal maanden tot het aflopen van de gebruiksrechten;</p>

<p>c) le taux d'intérêt légal, calculé conformément à l'article 2, § 1er, de la loi du 5 mai 1865 relative au prêt à l'intérêt, est applicable à partir, selon le cas, du seizième jour qui suit le début de la période de validité visée au § 1er/1, alinéa premier ou du seizième jour qui suit le début de la période de reconduction visée au § 1er/2, alinéa premier;</p>	<p>c) de wettelijke rentevoet, berekend overeenkomstig artikel 2, § 1, van de wet van 5 mei 1865 betreffende de lening tegen interest, is, afhankelijk van het geval, van toepassing vanaf de zestiende dag die volgt op het begin van de geldigheidsperiode bedoeld in § 1/1, eerste lid, of vanaf de zestiende dag die volgt op het begin van de periode van verlenging bedoeld in § 1/2, eerste lid;</p>
<p>d) simultanément avec le paiement de la redevance unique, l'opérateur paie l'intérêt sur le montant restant dû.</p>	<p>d) gelijktijdig met de betaling van de enige heffing, betaalt de operator de interest op het nog verschuldigde bedrag.</p>
<p><u>Le cas échéant, L'opérateur l'opérateur qui veut utiliser la possibilité prévue à l'alinéa 2,</u> informe l'Institut de son choix dans les deux jours ouvrables qui suivent, selon le cas, le début de la période de validité visée au § 1er/1, alinéa <u>1^{er}premier</u>, et le début de la période de reconduction visée au § 1er/2, alinéa <u>premier</u><u>1^{er}</u>.</p>	<p><u>Desgevallend deelt d</u>De operator <u>die wenst gebruik te maken van de mogelijkheid waarin het tweede lid voorziet,</u><u>brengt aan</u> het Instituut <u>zijn keuze mee</u> binnen <u>de twee werkdagen die, desgevallend, volgen opal naargelang na</u> de aanvang van de <u>geldigheidsperiode bedoeldgeldigheidsduur vermeld</u> in § 1/1, eerste lid, en de aanvang van de verlengingsperiode <u>bedoeldvermeld</u> in § 1/2, eerste lid,<u>op de hoogte van zijn keuze.</u></p>
<p>L'opérateur peut, au plus tard le 15 novembre de chaque année, notifier à l'Institut sa volonté de se libérer par un paiement unique du solde de la redevance unique. L'opérateur paie au plus tard le 15 décembre de cette même année le solde, sur base d'un décompte établi par l'Institut.</p>	<p>De operator kan uiterlijk op 15 november van elk jaar aan het Instituut zijn wil meedelen om via één enkele betaling het saldo van de enige heffing te vereffenen. De operator betaalt uiterlijk 15 december van datzelfde jaar het saldo, op basis van een afrekening die door het Instituut wordt opgesteld.</p>
<p>La redevance unique n'est en aucun cas remboursée ni dans sa totalité, ni en partie.</p>	<p>De enige heffing wordt in geen geval terugbetaald, noch geheel, noch gedeeltelijk.</p>
<p>§ 1er/4. Si un opérateur ne règle pas la redevance unique <u>conformément au § 1^{er}/3</u> dans son intégralité ou en partie <u>pour les bandes de fréquences respectives comme stipulé au § 1er/1 1^o, 2^o ou 3^o,</u> tous les droits d'utilisation pour les bandes de fréquences respectives lui sont retirés.</p>	<p>§ 1/4. Indien een operator de enige heffing <u>voor de respectievelijke frequentiebanden zoals bepaald onder § 1/1 1^o, 2^o of 3^o,</u> geheel of gedeeltelijk niet voldoet <u>overeenkomstig § 1/3,</u> worden alle gebruiksrechten voor de respectievelijke frequentiebanden ingetrokken.</p>
<p>§ 2. Le Roi fixe, après avis de l'Institut, le montant et les modalités concernant les redevances visées au § 1er sauf pour ce qui est stipulé aux §§ 1er/1er, 1er/2, et 1er/3.</p>	<p>§ 2. De Koning, na advies van het Instituut, bepaalt het bedrag en de nadere regels inzake de in § 1 bedoelde heffingen behoudens voor wat bepaald wordt in §§ 1/1, 1/2 en 1/3.</p>

Annexe 2 - Projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM, l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS-1800 et l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisations pour les systèmes de télécommunications mobiles de troisième génération

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIË
SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ÉCONOMIE, PME, CLASSES MOYENNES ET ÉNERGIE	FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE
[DATE] - Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM, l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS-1800 et l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisations pour les systèmes de télécommunications mobiles de troisième génération	[DATUM] - Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en de exploitatie van GSM-mobilofonienetten, het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en de exploitatie van DCS-1800-mobilofonienetten en het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie
RAPPORT AU ROI	VERSLAG AAN DE KONING
Sire,	Sire,
Généralité	Algemeen
L'arrêté qui est soumis à Votre signature vise à permettre à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (ci-après « IBPT ») de prolonger les autorisations 2G et 3G au-delà de la date initialement prévue du 15 mars 2021, et ce, jusqu'à ce qu'une procédure de mise aux enchères des bandes concernées soit finalisée.	Het besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd beoogt om het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (hierna "het BIPT") in staat te stellen om de 2G- en 3G-vergunningen te verlengen ook na de aanvankelijk geplande deadline van 15 maart 2021 totdat een procedure voor veiling van de betrokken banden voltooid is.
Le renouvellement des droits d'utilisation est prévu par le Code des communications électroniques (Directive 2018/1972/UE du Parlement Européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen). Ce texte fixe les critères et les conditions permettant aux autorités de régulation nationales (« ARN », en Belgique : l'IBPT) de procéder, si nécessaire, au renouvellement des droits d'utilisation, à la suite d'une consultation du marché (article 50).	Het wetboek voor elektronische communicatie (Richtlijn 2018/1972/EU van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 tot vaststelling van het Europees wetboek voor elektronische communicatie) voorziet in de verlenging van de gebruiksrechten. Die tekst legt de criteria en voorwaarden vast die de nationale reguleringsinstanties ("NRI's", in België het BIPT) in staat stellen om desgevallend gebruiksrechten te verlengen na een raadpleging van de markt (artikel 50).

<p>A l'heure actuelle, en Belgique, les arrêtés royaux modifiés par l'arrêté qui est soumis à Votre signature fixent une limite temporelle déterminée à la validité des droits d'utilisation accordés. Pour permettre à l'IBPT de mettre en œuvre, si nécessaire, la procédure de renouvellement des droits d'utilisation prévue à l'article 50 du Code précité, il est donc nécessaire de modifier ces arrêtés royaux.</p>	<p>Vandaag bepalen de koninklijke besluiten die worden gewijzigd krachtens het besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, een bepaalde tijdslimiet op voor de geldigheid van de toegewezen gebruiksrechten. Om het BIPT in staat te stellen om desgevallend de procedure in gang te zetten voor verlenging van de gebruiksrechten waarin artikel 50 van het voormelde wetboek voorziet, dienen deze koninklijke besluiten dus te worden gewijzigd.</p>
<p>Dans les années 90, le gouvernement a attribué trois autorisations 2G à:</p>	<p>In de jaren 90 heeft de regering drie 2G-vergunningen toegewezen aan:</p>
<p>- Proximus (sous la dénomination de « Belgacom Mobile »);</p>	<p>- Proximus (onder de naam van "Belgacom Mobile");</p>
<p>- Orange Belgium (sous la dénomination de de « Mobistar »);</p>	<p>- Orange Belgium (onder de naam van "Mobistar");</p>
<p>- Telenet Group (sous la dénomination de « KPN-Orange Belgium »).</p>	<p>- Telenet Group (onder de naam van "KPN-Orange Belgium").</p>
<p>La période de validité initiale des autorisations 2G était de 15 ans. Les autorisations 2G étaient renouvelables par tacite reconduction pour des périodes de 5 ans.</p>	<p>Initieel waren de 2G-vergunningen geldig voor een periode van 15 jaar. De 2G-vergunningen konden stilzwijgend verlengd worden met periodes van 5 jaar.</p>
<p>En 2001, le gouvernement a attribué trois autorisations 3G à:</p>	<p>In 2001 heeft de regering drie 3G-vergunningen toegewezen aan:</p>
<p>- Proximus (sous la dénomination de "Belgacom Mobile");</p>	<p>- Proximus (onder de naam van "Belgacom Mobile");</p>
<p>- Orange Belgium (sous la dénomination de de "Mobistar");</p>	<p>- Orange Belgium (onder de naam van "Mobistar");</p>
<p>- Telenet Group (sous la dénomination de "KPN Mobile 3G Belgium").</p>	<p>- Telenet Group (onder de naam van "KPN Mobile 3G Belgium").</p>
<p>La période de validité initiale des autorisations 3G était de 20 ans. Les autorisations 3G étaient renouvelables par tacite reconduction pour des périodes de 5 ans.</p>	<p>Initieel waren de 3G-vergunningen geldig voor een periode van 20 jaar. De 3G-vergunningen konden stilzwijgend verlengd worden met periodes van 5 jaar.</p>
<p>En 2010, le gouvernement a décidé de faire coïncider la fin de validité des autorisations 2G avec celle des autorisations 3G et de ne plus les renouveler à l'issue de la période de validité initiale des autorisations 3G.</p>	<p>In 2010 heeft de regering besloten om het einde van de geldigheid van de 2G-vergunningen te laten samenvallen met dat van de 3G-vergunningen en deze niet langer te verlengen na de initiële geldigheidsduur van de 3G-vergunningen.</p>

<p>Les autorisations 2G et 3G sont valides jusqu'au 15 mars 2021. Les bandes de fréquences 2G (900 MHz et 1800 MHz) et 3G (2 GHz) risquent donc de ne plus être attribuées à partir de cette date.</p>	<p>De 2G- en 3G-vergunningen zijn geldig tot 15 maart 2021. Het risico bestaat dus dat de 2G- (900 MHz en 1800 MHz) en 3G-frequentiebanden (2 GHz) niet langer worden toegewezen vanaf die datum.</p>
<p>Un projet d'arrêté définissant les conditions d'obtention et d'utilisation des droits d'utilisation attribués aux opérateurs mobiles dans les bandes de fréquences 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz, pour la période débutant le 15 mars 2021, a été adopté par le Conseil des ministres en juillet 2018. Ce projet n'a cependant pas fait l'objet d'un accord au sein du Comité de concertation.</p>	<p>In juli 2018 heeft de Ministerraad een ontwerpbesluit aangenomen dat de voorwaarden bepaalt voor het verkrijgen en uitoefenen van de gebruiksrechten die worden toegekend aan de mobiele operatoren in de frequentiebanden van 900 MHz, 1800 MHz en 2 GHz voor de periode die aanvangt op 15 maart 2021. Dat ontwerp heeft echter niet het voorwerp uitgemaakt van een akkoord binnen het Overlegcomité.</p>
<p>Initialement, il était prévu que l'IBPT organise, dans le courant de l'année 2019, une mise aux enchères des bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz, pour la période débutant le 15 mars 2021. Cette mise aux enchères n'a toutefois pas pu être organisée dans le timing initialement prévu, vu le manque d'un accord au sein du Comité de concertation et la démission du Gouvernement en décembre 2018 (ouverture de la période d'affaires courantes).</p>	<p>Aanvankelijk was gepland dat het BIPT in de loop van 2019 een veiling van de 900MHz-, 1800MHz- en 2GHz-banden zou organiseren voor de periode vanaf 15 maart 2021. Deze veiling kon echter niet worden georganiseerd binnen het geplande tijdsbestek gezien het gebrek aan akkoord binnen het Overlegcomité en het ontslag van de regering in december 2018 (start van de periode van lopende zaken).</p>
<p>Ce n'est que lorsqu'un nouveau gouvernement sera formé que nous pourrons à nouveau soumettre la réglementation nécessaire à l'approbation du Comité de concertation. Selon toute vraisemblance, nous n'obtiendrons cette approbation qu'une fois l'année 2020 bien entamée. Ensuite, la modification de la base juridique du nouveau projet d'arrêté doit encore être approuvée par le Parlement. Ce n'est qu'alors que le Conseil d'État pourra donner son avis sur le projet d'arrêté. Une fois cet avis traité, l'arrêté pourra être signé et publié. Il est fort probable que cela n'ait lieu qu'à la fin de 2020. Ce n'est que lorsque l'arrêté aura été publié que nous pourrons procéder à l'appel à candidatures, à l'évaluation des candidatures, à la préparation de la mise aux enchères...</p>	<p>Pas wanneer er een nieuwe regering gevormd is, zal men de nodige regelgeving opnieuw ter goedkeuring van het Overlegcomité kunnen voorleggen. Naar alle waarschijnlijkheid zal 2020 al een heel stuk gevorderd zijn vooraleer men deze goedkeuring bekomt. Daarna dient de wijziging van de rechtsgrond van het nieuwe ontwerpbesluit nog te worden aangenomen door het Parlement. Pas dan kan de Raad van State zijn advies verlenen over het ontwerpbesluit. Nadat dit advies verwerkt werd kan het besluit worden ondertekend en gepubliceerd. Het is goed mogelijk dat dit pas tegen einde 2020 kan gebeuren. Pas wanneer het besluit gepubliceerd is kan men overgaan tot oproep tot kandidaten, beoordelen van de candidaturen, voorbereiden van de eigenlijke veiling, ...</p>

<p>Il n'est donc pas certain que l'IBPT sera en mesure de finaliser cette mise aux enchères avant le 15 mars 2021. En effet, une procédure d'enchères, depuis le lancement jusqu'à l'attribution des droits, dure approximativement six mois. Étant donné que seuls des blocs génériques sont mis aux enchères, les opérateurs doivent encore vérifier après les enchères la manière dont sera organisé le placement des blocs ou, en cas d'absence de consensus, une nouvelle procédure de mise aux enchères devra avoir lieu. Cela prendra également du temps. Une fois tous les blocs de fréquences attribués et placés, il faudra encore prévoir le temps nécessaire pour que les opérateurs puissent réorganiser la bande. Lors d'une phase de transition, plusieurs étapes seront probablement nécessaires pour réaliser dans la pratique la transition de la distribution actuelle à la distribution future (résultat des enchères). Jusque-là, les droits d'utilisation actuels doivent rester valables. Afin d'assurer la continuité des services, il est donc essentiel que l'IBPT puisse prolonger les autorisations 2G et 3G au-delà du 15 mars 2021, jusqu'à ce que la mise aux enchères soit finalisée et que les nouveaux droits d'utilisation soient accordés. Voilà pourquoi nous devons rendre possible cette procédure de prolongation à temps et il est nécessaire d'adopter le présent projet.</p>	<p>Het is dus niet zeker dat het BIPT deze veiling zal kunnen voltooien vóór 15 maart 2021. Een veilingprocedure duurt immers, vanaf de lancering tot de gunning van de rechten, ongeveer zes maanden. Aangezien er enkel generieke blokken geveild worden, dienen de operatoren na de veiling nog te bekijken hoe de plaatsing van de blokken zal worden georganiseerd of zal bij gebrek aan onderlinge overeenstemming hiervoor nog een veilingprocedure moeten plaatsvinden. Dat neemt dus ook weer tijd in beslag. Eens alle frequentieblokken zijn toegewezen en geplaatst, zal ook nog de nodige tijd voor de operatoren moeten worden voorzien om de band te reorganiseren. Er zullen in een overgangsfase waarschijnlijk meerdere etappes nodig zijn om de transitie van de huidige verdeling naar de toekomstige verdeling (resultaat van de veiling) te realiseren in de praktijk. Tot zolang moeten de huidige gebruiksrechten nog geldig blijven. Om te zorgen voor de continuïteit van de dienstverlening is het dus van essentieel belang dat het BIPT de 2G- en 3G-vergunningen kan verlengen tot na 15 maart 2021, totdat de veiling voltooid is en de nieuwe gebruiksrechten zijn toegewezen. Vandaar dient men zeker tijdig deze verlengingsprocedure mogelijk te maken en bestaat dus de noodzaak het voorliggende ontwerp aan te nemen.</p>
<p>Vu l'échéance du 15 mars 2021, il y a donc urgence à permettre à l'IBPT, de renouveler, si nécessaire, les droits d'utilisation à partir de cette date. Cela pourrait être nécessaire si les enchères n'ont pas abouti et si les nouveaux droits d'utilisation n'ont pas été accordés à cette date. En effet, la procédure de renouvellement doit se préparer notamment par l'analyse de la nécessité d'un renouvellement des droits d'utilisation et par l'organisation d'une consultation publique, dont les résultats devront être pris en considération par l'IBPT.</p>	<p>Gezien de deadline van 15 maart 2021 is het dus dringend dat het BIPT in staat is om, indien nodig, de gebruiksrechten vanaf die datum te verlengen. Dat zou kunnen nodig zijn als de veilingen niet voltooid zijn en indien geen nieuwe gebruiksrechten zijn toegekend op die datum. De procedure voor vernieuwing moet worden voorbereid meer bepaald door te analyseren of er noodzaak is aan verlenging van de gebruiksrechten en door een openbare raadpleging te organiseren waarbij het BIPT rekening zal moeten houden met de resultaten.</p>

<p>Selon l'article 50 du Code précité, l'IBPT, s'il prend une décision de renouvellement des droits d'utilisation, tient compte, notamment, de la nécessité de favoriser la concurrence et d'éviter des distorsions de concurrence. Il tient également compte, le cas échéant, d'une demande du marché émanant d'entreprises autres que celles qui détiennent les droits d'utilisation.</p>	<p>Volgens artikel 50 van het voormelde wetboek dient het BIPT, met name, rekening te houden met de noodzaak om de concurrentie te bevorderen en concurrentievervalsing te vermijden indien het een beslissing neemt om gebruiksrechten te verlengen. Het houdt desgevallend ook rekening met een vraag vanwege de markt afkomstig van andere ondernemingen dan deze die gebruiksrechten bezitten.</p>
<p>Pour éviter un risque de distorsion de la concurrence et pour préserver les droits des tiers, l'arrêté soumis à Votre signature prévoit des courtes périodes de prolongations successives de maximum 6 mois. De cette manière, l'IBPT ne pourra jamais renouveler les droits d'utilisation pour une période supérieure à 6 mois. Il n'y aura plus de renouvellements lorsque la procédure de mise aux enchères sera menée à son terme et les nouveaux droits d'utilisation accordés.</p>	<p>Om een risico van concurrentievervalsing te vermijden en de rechten van derden te behouden, voorziet het besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd in korte opeenvolgende perioden van verlengingen van maximaal 6 maanden. Op deze manier zal het BIPT nooit de gebruiksrechten voor een periode van meer dan 6 maanden kunnen verlengen. Er zal geen verlenging meer worden toegestaan wanneer de veilingprocedure voltooid zal zijn en de nieuwe gebruiksrechten zullen toegekend zijn.</p>
<p>L'arrêté qui est soumis à Votre signature contribue à l'équilibre entre la continuité du service dans l'intérêt du consommateur, d'une part, et, d'autre part, la préservation des intérêts d'opérateurs tiers qui souhaiteraient acquérir des droits d'utilisation dans les bandes de fréquences 2G et 3G.</p>	<p>Het besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, draagt bij tot het evenwicht tussen de continuïteit van de dienst in het belang van de consument enerzijds en anderzijds het vrijwaren van de belangen van derde operatoren die gebruiksrechten zouden willen verwerven in de 2G- en 3G-frequentiebanden.</p>
<p>Commentaire article par article</p>	<p>Artikelsgewijze bespreking</p>
<p>Article 1^{er}</p>	<p>Artikel 1</p>
<p>L'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM, concerne les autorisations 2G de Proximus et Orange Belgium.</p>	<p>Het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en exploiteren van GSM-mobilfoonnetten betreft de 2G-vergunningen van Proximus en Orange Belgium.</p>
<p>L'article prévoit que, à partir du 15 mars 2021, l'IBPT peut prolonger les droits d'utilisation existants pour des périodes successives de six mois au plus chaque fois.</p>	<p>Het artikel bepaalt dat het BIPT, vanaf 15 maart 2021, de bestaande gebruiksrechten telkens voor opeenvolgende perioden van zes maanden mag verlengen.</p>
<p>Article 2</p>	<p>Artikel 2</p>

L'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS1800, concerne l'autorisations 2G de Telenet Group.	Het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en exploiteren van DCS-1800-mobilofonienetten betreft de 2G-vergunningen van Telenet-groep.
L'article prévoit que, à partir du 15 mars 2021, l'IBPT peut prolonger les droits d'utilisation existants pour des périodes successives de six mois au plus chaque fois.	Het artikel bepaalt dat het BIPT, vanaf 15 maart 2021, de bestaande gebruiksrechten telkens voor opeenvolgende perioden van zes maanden mag verlengen.
Article 3	Artikel 3
L'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisation pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération, concerne les autorisations 3G.	Het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie, betreft de 3G-vergunningen.
L'article prévoit que l'autorisation est valable jusqu'au 15 mars 2021 et que, à partir de cette date, l'IBPT peut prolonger les droits d'utilisation existants pour des périodes successives de six mois au plus chaque fois.	Het artikel bepaalt dat de vergunning geldt tot 15 maart 2021 en dat het BIPT vanaf die datum de bestaande gebruiksrechten telkens voor opeenvolgende perioden van zes maanden mag verlengen.
Article 4	Artikel 4
Cet article ne nécessite pas de commentaire.	Dit artikel behoeft geen commentaar.
J'ai l'honneur d'être,	Ik heb de eer te zijn,
Sire,	Sire,
de Votre Majesté,	van Uwe Majesteit,
le très respectueux	de zeer eerbiedige
et très fidèle serviteur,	en zeer getrouwe dienaar,
Le Ministre des Télécommunications,	De Minister van Telecommunicatie,

[DATE] - Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM, l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS-1800 et l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisations pour les systèmes de télécommunications mobiles de troisième génération	[DATUM] - Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en de exploitatie van GSM-mobilofonienetten, het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en de exploitatie van DCS-1800-mobilofonienetten en het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie
PHILIPPE, Roi des Belges,	FILIP, Koning der Belgen,
À tous, présents et à venir, Salut.	Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'article 18, § 1er, alinéa 1er, modifié par la loi du 10 juillet 2012 et par la loi du 27 mars 2014;	Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 18, § 1, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 10 juli 2012 en bij de wet van 27 maart 2014;
Vu l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM;	Gelet op het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en de exploitatie van GSM-mobilofonienetten;
Vu l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS1800;	Gelet op het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en de exploitatie van DCS1800-mobilofonienetten;
Vu l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisation pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération;	Gelet op het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie;
Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative;	Gelet op de impactanalyse van de regelgeving uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;
Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le [] ;	Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op [];
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le [];	Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op [];
Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donné le [];	Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gegeven op [];

Vu la consultation du [] au [] du Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision;	Gelet op de raadpleging van [] tot [] van het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie;
Vu la consultation du Comité de concertation du [];	Gelet op de raadpleging van het Overlegcomité van [];
Vu l'avis XX.XXX/X du Conseil d'Etat, donné le [], en application de l'article 84, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 2 ^o , des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;	Gelet op advies XXXXX/X van de Raad van State, gegeven op [], met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2 ^o , van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;
Sur la proposition de Notre Ministre des Télécommunications et sur l'avis de nos Ministres réunis en Conseil,	Op de voordracht van Onze Minister van Telecommunicatie en op het advies van onze in Raad vergaderde Ministers,
Nous avons arrêté et arrêtons:	Hebben Wij besloten en besluiten Wij:
Article 1er. L'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM, modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 2010, est complété par un alinéa rédigé comme suit :	Artikel 1. Artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en exploiteren van GSM-mobilfoonnetten, gewijzigd van 22 december 2010, wordt vervolledigd met een lid dat als volgt luidt:
« A l'issue de cette deuxième période de reconduction, l'autorisation peut être prolongée par l'Institut, pour plusieurs périodes successives de six mois au plus chaque fois. ».	“Na afloop van deze tweede periode van verlenging, kan de vergunning worden verlengd door het Instituut voor verscheidene opeenvolgende perioden van telkens maximaal zes maanden.”
Art. 2. L'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS-1800, modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 2010, est complété par un alinéa rédigé comme suit :	Art. 2. Artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van vrijdag 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en exploiteren van DCS-1800-mobilfoonnetten, gewijzigd van 22 december 2010, wordt vervolledigd met een lid dat als volgt luidt:
« A l'issue de cette deuxième période de reconduction, l'autorisation peut être prolongée par l'Institut, pour plusieurs périodes successives de six mois au plus chaque fois. ».	“Na afloop van deze tweede periode van verlenging, kan de vergunning worden verlengd door het Instituut voor verscheidene opeenvolgende perioden van telkens maximaal zes maanden.”

Art. 3. L'article 18, § 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisations pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération, modifié l'arrêté royal du 22 décembre 2010, est remplacé par ce qui suit :	Art. 3. Artikel 18, § 2, tweede lid, van het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie gewijzigd door het koninklijk besluit van 22 december 2010 wordt vervangen door het volgende:
« A l'issue de cette première période, l'autorisation peut être prolongée par l'Institut, pour plusieurs périodes successives de six mois au plus chaque fois. ».	“Na afloop van deze eerste periode kan de vergunning worden verlengd door het Instituut voor verscheidene opeenvolgende perioden van telkens maximaal zes maanden.”
Art. 4. Le Ministre qui a les télécommunications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.	Art. 4. De minister bevoegd voor Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.
Donné	Gegeven te
Par le roi:	Van Koningswege:
Le Ministre des Télécommunications,	De Minister van Telecommunicatie,

Versions coordonnées	Gecoördineerde versies
Arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM	Koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en de exploitatie van GSM-mobilofonienetten
Art. 3.§ 1er. L'autorisation est personnelle et incessible. L'Institut est informé, au moins un mois à l'avance, de toute modification à la structure ou au contrôle du capital de l'opérateur. L'Institut informe le Ministre des modifications en question.	Art. 3.§ 1. De vergunning is persoonlijk en onoverdraagbaar. Het Instituut wordt ten minste een maand van tevoren op de hoogte gebracht van elke wijziging in de structuur van of de controle op het kapitaal van de operator. Het Instituut deelt de Minister de betreffende wijzigingen mee.
§ 2. L'autorisation délivrée aux termes du présent cahier des charges est valable pendant une période de quinze années à compter à partir de la date de délivrance de cette autorisation.	§ 2. De vergunning die krachtens dit bestek wordt verleend, is geldig gedurende een periode van vijftien jaar, te rekenen vanaf de datum waarop die vergunning is uitgereikt.
A l'issue de cette première période de quinze années, l'autorisation est renouvelée par tacite reconduction pour une période de cinq ans.	Na het verstrijken van die eerste periode van vijftien jaar wordt de vergunning stilzwijgend verlengd voor een periode van vijf jaar.
A l'issue de la période de reconduction de cinq ans, l'autorisation est renouvelée par tacite reconduction jusqu'au 15 mars 2021.	Na afloop van de periode van verlenging van vijf jaar, wordt de vergunning stilzwijgend verlengd tot 15 maart 2021.
<u>A l'issue de cette deuxième période de reconduction, l'autorisation peut être prolongée par l'Institut, par périodes de maximum six mois.</u>	<u>Na afloop van deze tweede periode van verlenging, kan de vergunning worden verlengd door het Instituut voor perioden van maximaal zes maanden.</u>
§ 3. L'autorisation délivrée sur la base du présent cahier des charges et les redevances dues en application de l'article 15 ne dispensent pas l'opérateur des autres dispositions légales concernant ses activités.	§ 3. De vergunning die op basis van dit bestek wordt uitgereikt en de rechten die met toepassing van artikel 15 verschuldigd zijn, stellen de operator niet vrij van de overige wettelijke bepalingen in verband met zijn activiteiten.
L'opérateur doit respecter les règles définies par la Convention internationale des Télécommunications, par le Règlement des Radiocommunications, par les accords internationaux et par la réglementation communautaire.	De operator moet de regels naleven die door de Internationale Telecommunicatie Overeenkomst ("Convention internationale des Télécommunications"), door het Reglement van Radioverbinding, door de internationale overeenkomsten en door de communautaire reglementering zijn bepaald.

Arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS-1800	Koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en de exploitatie van DCS-1800-mobilofonienetten
Art. 3.§ 1er. L'autorisation est personnelle et incessible. L'Institut est informé, au moins un mois à l'avance, de toute modification à la structure ou au contrôle du capital de l'opérateur DCS-1800. L'Institut informe le Ministre des modifications en question.	Art. 3.§ 1. De vergunning is persoonlijk en onoverdraagbaar. Het Instituut wordt ten minste een maand van tevoren in kennis gesteld van elke wijziging in de structuur van of de controle op het kapitaal van de DCS-1800-operator. Het Instituut deelt de Minister de wijzigingen in kwestie mee.
§ 2. L'autorisation délivrée aux termes du présent arrêté est valable pendant une période de quinze années à compter à partir de la date de délivrance de cette autorisation.	§ 2. De vergunning die krachtens dit besluit wordt verleend, is geldig gedurende een periode van vijftien jaar, te rekenen vanaf de datum waarop die vergunning is uitgereikt.
A l'issue de cette première période de quinze années, l'autorisation est renouvelée par tacite reconduction pour une période de cinq ans.	Na het verstrijken van die eerste periode van vijftien jaar wordt de vergunning stilzwijgend verlengd voor een periode van vijf jaar.
A l'issue de la période de reconduction de cinq ans, l'autorisation est renouvelée par tacite reconduction jusqu'au 15 mars 2021.	Na afloop van de periode van verlenging van vijf jaar, wordt de vergunning stilzwijgend verlengd tot 15 maart 2021.
<u>A l'issue de cette deuxième période de reconduction, l'autorisation peut être prolongée par l'Institut, par périodes de maximum six mois.</u>	<u>Na afloop van deze tweede periode van verlenging, kan de vergunning worden verlengd door het Instituut voor perioden van maximaal zes maanden.</u>
Arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisations pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération	Koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie
Art. 18. § 1er. L'autorisation est personnelle. L'Institut est informé, par l'opérateur 3G, au moins un mois à l'avance, de toute modification à la structure de détention ou au contrôle de l'opérateur 3G. L'Institut informe le ministre de ces modifications.	Art. 18. § 1. De vergunning is persoonlijk. Het Instituut wordt ten minste één maand op voorhand door de 3G-operator in kennis gesteld van elke wijziging in de aanhoudingsstructuur of de controle van de 3G-operator. Het Instituut deelt die wijzigingen mee aan de minister.
§ 2. L'autorisation est valable pendant une période maximale de vingt ans à partir de la date de sa notification.	§ 2. De vergunning is geldig voor een periode van [1 maximaal]1 twintig jaar vanaf de datum van kennisgeving ervan.

L'autorisation expire le 15 mars 2021. A l'issue de cette première période, l'autorisation peut être prolongée par l'Institut, pour plusieurs périodes successives de six mois au plus chaque fois.

De vergunning loopt af op 15 maart 2021. Na afloop van deze eerste periode kan de vergunning worden verlengd door het Instituut voor verscheidene opeenvolgende perioden van telkens maximaal zes maanden.

**Annexe 3 - Projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 24 mars 2009
concernant l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences 3410-
3500/3510-3600 MHz et 10150-10300/10500-10650 MHz**

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIË
SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ÉCONOMIE, PME, CLASSES MOYENNES ET ÉNERGIE	FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE
[DATE] - Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 24 mars 2009 concernant l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences 3410-3500/3510-3600 MHz et 10150-10300/10500-10650 MHz	[DATUM] - Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 maart 2009 betreffende radiotoegang in de frequentiebanden 3410-3500/3510-3600 MHz en 10150-10300/10500-10650 MHz
RAPPORT AU ROI	VERSLAG AAN DE KONING
Sire,	Sire,
Généralité	Algemeen
L'arrêté qui est soumis à Votre signature vise à procéder à une réorganisation de blocs suffisamment larges de la bande 3400-3600 MHz afin de faciliter le futur déploiement de la 5G.	Het besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, heeft tot doel voldoende grote blokken in de band 3400-3600 MHz te reorganiseren om de toekomstige uitrol van 5G te vergemakkelijken.
Après la libéralisation du marché des télécommunications belge en 1998, de nombreux acteurs avaient manifesté leur intérêt pour la boucle locale radio. Vu l'intérêt du marché, un cadre réglementaire permettant d'introduire la boucle locale radio dans certaines bandes de fréquences, dont la bande 3400-3600 MHz fut élaboré en 2000. Une première procédure d'attribution pour la bande 3400-3600 MHz a été organisée la même année et des autorisations ont été attribuées à Formus Communications Belgium et Winstar Communications. Ces deux opérateurs n'ont jamais déployé de réseau, ce qui entraîna le retrait des deux autorisations.	Na de liberalisering van de Belgische telecommunicatiemarkt in 1998 hadden talrijke spelers hun interesse betoond voor vaste lokale radioverbindingen. Gezien de interesse van de markt werd een regelgevend kader uitgewerkt om de vaste lokale radioverbindingen in bepaalde frequentiebanden te introduceren, waaronder de band 3400-3600 MHz in 2000. Datzelfde jaar werd een eerste gunningsprocedure georganiseerd voor de band 3400-3600 MHz en er werden vergunningen toegewezen aan Formus Communications Belgium en Winstar Communications. Deze twee operatoren hebben nooit een netwerk aangelegd, wat geleid heeft tot de intrekking van de twee vergunningen.
Une deuxième procédure d'attribution pour la bande 3400-3600 MHz a été organisée en 2004 et des autorisations ont été attribuées à Clearwire Belgium (en 2012, Clearwire Belgium est devenue b.lite) et Mac Telecom.	In 2004 werd een tweede gunningsprocedure georganiseerd voor de band 3400-3600 MHz en er werden vergunningen toegewezen aan Clearwire Belgium (in 2012 is Clearwire Belgium b.lite geworden) en Mac Telecom.

<p>En 2008, la Commission européenne adopta la Décision 2008/411/CE sur l'harmonisation de la bande de fréquences 3400-3800 MHz pour les systèmes de Terre permettant de fournir des services de communications électroniques dans la Communauté. Vu la décision de la Commission européenne et l'intérêt croissant pour la technologie WiMax, il était devenu nécessaire de modifier le cadre réglementaire concernant la bande 3400-3600 MHz. En effet la bande 3400-3600 MHz était la bande de fréquences principale pour l'introduction de la technologie WiMax en Europe. L'arrêté royal du 24 mars 2009 <i>concernant l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences 3410-3500/3510-3600 MHz et 10150-10300/10500-10650 MHz</i> (ci-après "arrêté royal du 24 mars 2009") a donc été adopté.</p>	<p>In 2008 heeft de Europese Commissie Beschikking 2008/411/EG betreffende de harmonisering van de 3400 - 3800 MHz-frequentieband voor terrestrische systemen die elektronischecommunicatiediensten kunnen verschaffen in de Gemeenschap, aangenomen. Gelet op de beschikking van de Europese Commissie en de toenemende interesse voor de WiMax-technologie was het noodzakelijk geworden om het regelgevingskader in verband met de 3400-3600 MHz-band te wijzigen. De 3400-3600 MHz-band was immers de voornaamste frequentieband voor de invoering van de WiMax-technologie in Europa. Het koninklijk besluit van 24 maart 2009 <i>betreffende radiotoegang in de frequentiebanden 3410-3500 / 3510-3600 MHz en 10150-10300 / 10500-10650 MHz</i> (hierna "het koninklijk besluit van 24 maart 2009") werd dus aangenomen.</p>
<p>Une troisième procédure d'attribution pour la bande 3400-3600 MHz a été organisée en 2010 et des autorisations ont été attribuées à ZapFi et Gigaweb. L'autorisation de ZapFi a été retirée en 2013.</p>	<p>Een derde gunningsprocedure werd georganiseerd voor de band 3400-3600 MHz in 2010 en er werden vergunningen toegewezen aan ZapFi en Gigaweb. De vergunning van ZapFi werd ingetrokken in 2013.</p>
<p>Une quatrième procédure d'attribution pour la bande 3400-3600 MHz a été organisée en 2015 et une autorisation a été attribuée à Citymesh.</p>	<p>Een vierde gunningsprocedure werd georganiseerd voor de band 3400-3600 MHz in 2015 en er werd een vergunning toegewezen aan Citymesh.</p>
<p>En 2016, les droits d'utilisation de b.lite et Mac Telecom ont été cédés à Broadband Belgium et les droits d'utilisation de Gigaweb ont été cédés à Gridmax.</p>	<p>In 2016 werden de gebruiksrechten van b.lite en Mac Telecom overgedragen aan Broadband Belgium en de gebruiksrechten van Gigaweb aan Gridmax.</p>
<p>En 2017, Broadband Belgium a rendu ses droits d'utilisation.</p>	<p>In 2017 heeft Broadband Belgium zijn gebruiksrechten ingeleverd.</p>
<p>Ni les technologies boucle locale radio du début des années 2000, ni la technologie WiMax, n'ont jamais eu le succès escompté. La bande 3400-3600 MHz est donc relativement sous-utilisée depuis 2000.</p>	<p>Noch de technologieën van de vaste lokale radioverbindingen begin jaren 2000 noch de WiMax-technologie hebben ooit het verhoopte succes gekend. De band 3400-3600 MHz is dus relatief ondergebruikt sinds 2000.</p>
<p>Deux opérateurs disposent néanmoins de droits d'utilisation pour la bande 3400-3600 MHz:</p>	<p>Twee operatoren beschikken niettemin over gebruiksrechten voor de 3400-3600 MHz-band:</p>
<p>- Citymesh, jusqu'au 6 mai 2025;</p>	<p>- Citymesh, tot 6 mei 2025;</p>
<p>- Gridmax, jusqu'au 6 mars 2021.</p>	<p>- Gridmax, tot 6 maart 2021.</p>

Conformément à l'article 54, paragraphe 1, a) du code des communications électroniques européen ¹ , les États membres doivent procéder à une réorganisation de blocs suffisamment larges de la bande 3400-3800 MHz et autoriser leur utilisation, au plus tard le 31 décembre 2020, afin de faciliter le déploiement de la 5G.	Overeenkomstig artikel 54, lid 1, a) van het Europees wetboek voor elektronische communicatie ² moeten de lidstaten uiterlijk 31 december 2020 het gebruik van voldoende grote blokken in de band van 3400-3800 MHz reorganiseren en toestaan, om de uitrol van 5G te vergemakkelijken.
Un projet d'arrêté définissant les conditions d'obtention et d'utilisation des droits d'utilisation attribués aux opérateurs mobiles dans la bande de fréquences 3400-3800 MHz, a été adopté par le Conseil des ministres en juillet 2018. Ce projet contenait également des dispositions modifiant l'arrêté royal du 24 mars 2009, notamment concernant la réorganisation du réseau radioélectrique des opérateurs existants pour pouvoir créer des blocs suffisamment larges dans la bande 3400-3800 MHz, comme le prévoit l'article 54, paragraphe 1 ^{er} , a), du code des communications électroniques européen. Ce projet n'a cependant pas fait l'objet d'un accord au sein du Comité de concertation.	In juli 2018 heeft de Ministerraad een ontwerpbesluit aangenomen dat de voorwaarden bepaalt voor het verkrijgen en uitoefenen van de gebruiksrechten die worden toegekend aan de mobiele operatoren in de frequentieband 3400-3800 MHz. Dit ontwerp bevatte ook bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 maart 2009, onder andere met betrekking tot de reorganisatie van het radionetwerk van de bestaande operatoren om voldoende grote blokken mogelijk te maken in de band 3400-3800 MHz zoals voorgeschreven door artikel 54, lid 1, a) van het Europees wetboek voor elektronische communicatie. Dat ontwerp heeft echter niet het voorwerp uitgemaakt van een akkoord binnen het Overlegcomité.
Afin de ne pas mettre en péril le futur déploiement de la 5G en Belgique, il est essentiel de procéder aussi rapidement que possible à une réorganisation de blocs suffisamment larges de la bande 3400-3800 MHz. Voilà pourquoi les dispositions modifiant l'arrêté royal du 24 mars 2009 contenues dans le projet approuvé par le Conseil des ministres en juillet 2018 sont reprises dans le présent projet. De cette manière, la réorganisation requise (sur la base de l'article 51, paragraphe 1 ^{er} , a), du code des communications électroniques européen) peut déjà avoir lieu en l'attente de l'approbation par le Comité de concertation d'un nouveau régime pour les droits d'utilisation dans la bande 3400-3800 MHz.	Om de toekomstige uitrol van 5G in België niet in het gedrang te brengen, is het van fundamenteel belang dat voldoende grote blokken in de band 3400-3800 MHz zo snel mogelijk worden gereorganiseerd. Vandaar worden de bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 maart 2009 uit het ontwerp goedgekeurd door de Ministerraad in juli 2018 in het voorliggende ontwerp opgenomen. Op die manier kan de vereiste reorganisatie (op basis van artikel 54, lid 1, a) van het Europees wetboek voor elektronische communicatie) reeds plaatsvinden in afwachting van de goedkeuring door het Overlegcomité van een nieuwe regeling voor gebruiksrechten in de band 3400-3800 MHz.
Commentaire article par article	Artikelsgewijze bespreking
Article 45	Artikel 45

¹ Directive 2018/1972/UE du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 *établissant le code des communications électroniques européen*.

² Richtlijn 2018/1972/EU van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 *tot vaststelling van het Europees wetboek voor elektronische communicatie*.

La modification permet un alignement de la date de fin des droits d'utilisation de Citymesh et Gridmax au 6 mai 2025. Dans tous les cas, la prolongation de ces droits d'utilisation au-delà du 6 mai 2025 n'est plus possible.	Dankzij de wijziging kan de einddatum van de gebruiksrechten van Citymesh en Gridmax op 6 mei 2025 worden afgestemd. In elk geval is het niet langer mogelijk om deze gebruiksrechten na 6 mei 2025 te verlengen.
Il faut noter que le projet adopté par le Conseil des ministres en juillet 2018 prévoit qu'un bloc de 20 MHz soit réservé à Citymesh et Gridmax afin qu'ils aient la possibilité de continuer à utiliser leurs réseaux après 2025. Dans tous les cas, Citymesh et Gridmax pourront, comme n'importe quel autre opérateur, obtenir du spectre supplémentaire dans la bande 3400-3800 MHz lors de la future procédure d'octroi de droits d'utilisation.	Er dient te worden opgemerkt dat het door de Ministerraad in juli 2018 aangenomen ontwerp bepaalt dat een blok van 20 MHz wordt voorbehouden aan Citymesh en Gridmax opdat ze de mogelijkheid hebben om hun netwerken na 2025 te blijven gebruiken. In elk geval zullen Citymesh en Gridmax, zoals gelijk welke andere operator, bijkomend spectrum kunnen verkrijgen in de band 3400-3800 MHz in het kader van de toekomstige procedure voor de toekenning van gebruiksrechten.
Article 46	Artikel 46
Les deux mêmes blocs de fréquences non contigus 3430-3450 MHz et 3530-3550 MHz sont attribués à Citymesh et Gridmax. Des blocs non contigus ne sont favorables, ni à Citymesh et à Gridmax, ni aux futurs opérateurs 5G. Les réseaux de Citymesh et Gridmax devront être réaménagés afin de n'utiliser qu'un seul bloc de 40 MHz.	Dezelfde twee niet-aaneengrenzende frequentieblokken 3430-3450 MHz en 3530-3550 MHz zijn toegewezen aan Citymesh en Gridmax. Niet-aaneengrenzende blokken zijn noch voor Citymesh en Gridmax, noch voor de toekomstige 5G-operatoren gunstig. De netwerken van Citymesh en Gridmax zullen moeten worden herschikt om slechts één blok van 40 MHz te gebruiken.
Article 48	Artikel 48
Il n'y aura plus de nouvelles procédures d'attribution conformément à l'arrêté royal du 24 mars 2009.	Er zullen geen nieuwe toewijzingsprocedures meer zijn overeenkomstig het koninklijk besluit van 24 maart 2009.
Article 49	Artikel 49
Il ne sera plus possible d'ajouter des communes à la liste des communes autorisées.	Het zal niet langer mogelijk zijn om gemeenten toe te voegen aan de lijst van de gemachtigde gemeenten.
Article 52	Artikel 52
Cet article ne nécessite pas de commentaire.	Dit artikel behoeft geen commentaar.
Telles sont, Sire, les principales dispositions de l'arrêté soumis à l'approbation de Votre Majesté.	Dit zijn, Sire, de voornaamste bepalingen van het besluit dat aan Uwe Majesteit ter goedkeuring wordt voorgelegd.
J'ai l'honneur d'être,	Ik heb de eer te zijn,
Sire,	Sire,
de Votre Majesté,	van Uwe Majesteit,

le très respectueux	de zeer eerbiedige
et très fidèle serviteur,	en zeer getrouwe dienaar,
Le Ministre des Télécommunications,	De Minister van Telecommunicatie,

... - Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 24 mars 2009 concernant l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences 3410-3500/3510-3600 MHz et 10150-10300/10500-10650 MHz	... - Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 maart 2009 betreffende radiotoegang in de frequentiebanden 3410-3500/3510-3600 MHz en 10150-10300/10500-10650 MHz
PHILIPPE, Roi des Belges,	FILIP, Koning der Belgen,
À tous, présents et à venir, Salut.	Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'article 18, modifié par la loi du 10 juillet 2012 et par la loi du 27 mars 2014;	Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 18, gewijzigd door de wet van 10 juli 2012 en door de wet van 27 maart 2014;
Vu l'arrêté royal du 24 mars 2009 concernant l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences 3410-3500/3510-3600 MHz et 10150-10300/10500-10650 MHz;	Gelet op het koninklijk besluit van 24 maart 2009 betreffende radiotoegang in de frequentiebanden 3410-3500 / 3510-3600 MHz en 10150-10300 / 10500-10650 MHz;
Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative;	Gelet op de impactanalyse van de regelgeving uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;
Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le [] ;	Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op [];
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le [];	Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op [];
Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donné le [];	Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gegeven op [];
Vu la consultation du [] au [] du Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision;	Gelet op de raadpleging van [] tot [] van het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie;
Vu la consultation du Comité de concertation du [];	Gelet op de raadpleging van het Overlegcomité van [];
Vu l'avis XX.XXX/X du Conseil d'Etat, donné le [], en application de l'article 84, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 2 ^o , des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;	Gelet op advies XXXXX/X van de Raad van State, gegeven op [], met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2 ^o , van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;
Sur la proposition de Notre Ministre des Télécommunications et sur l'avis de nos Ministres réunis en Conseil,	Op de voordracht van Onze Minister van Telecommunicatie en op het advies van onze in Raad vergaderde Ministers,

Nous avons arrêté et arrêtons:	Hebben Wij besloten en besluiten Wij:
Art. 45. Dans l'article 3, § 1 ^{er} , 2 ^{ème} alinéa, de l'arrêté royal du 24 mars 2009, la première phrase est complétée par les mots ", ou jusqu'au 6 mai 2025 si la nouvelle période débute après le 7 mai 2020".	Art. 45. In artikel 3, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 24 maart 2009 wordt de eerste zin aangevuld met de woorden "of tot 6 mei 2025 indien de nieuwe periode aanvangt na 7 mei 2020".
Art. 46. Dans l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées:	Art. 46. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:
1° au paragraphe 1 ^{er} , les modifications suivantes sont apportées:	1° in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:
a) les mots "conformément aux dispositions du Chapitre VI" sont abrogés;	a) de woorden "overeenkomstig de bepalingen van Hoofdstuk VI" worden opgeheven;
b) les mots "les quatre blocs de fréquences suivants" sont remplacés par les mots "le bloc de fréquences suivant";	b) de woorden "de volgende vier frequentieblokken" worden vervangen door de woorden "het volgende frequentieblok";
c) les 1°, 3° et 4° sont abrogés.	c) de bepalingen onder 1°, 3° en 4° worden opgeheven.
2° un paragraphe 2/1 rédigé comme suit est inséré entre les paragraphes 2 et 3:	2° tussen de tweede en derde paragraaf wordt een paragraaf 2/1 ingevoegd, luidende:
"§ 2/1. En dérogation au § 1 ^{er} , les opérateurs d'accès radioélectrique détenant des droits d'utilisation pour le bloc de fréquences mentionné au § 1 ^{er} , 2°, réorganisent leur réseau d'accès radioélectrique afin d'utiliser le bloc de fréquences 3400-3440 MHz.	"§ 2/1. In afwijking van § 1 reorganiseren de radiotoegangsoperatoren die gebruiksrechten hebben voor het in § 1, 2°, vermelde frequentieblok, hun radiotoegangsnetwerk om het frequentieblok 3400-3440 MHz te gebruiken.
A partir du sixième mois suivant l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du [DATE] modifiant l'arrêté royal du 24 mars 2009 concernant l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences 3410-3500/3510-3600 MHz et 10150-10300/10500-10650 MHz, les opérateurs d'accès radioélectrique ne peuvent plus utiliser les fréquences comprises entre 3440 et 3600 MHz en vertu du présent arrêté."	Vanaf de zesde maand na de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van [DATUM] tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 maart 2009 betreffende radiotoegang in de frequentiebanden 3410-3500/3510-3600 MHz en 10150-10300/10500-10650 MHz, mogen de radiotoegangsoperatoren de frequenties tussen 3440 en 3600 MHz niet meer gebruiken krachtens dit besluit."
3° l'article est complété par un paragraphe 5 rédigé comme suit:	3° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidende:

"§ 5. L'Institut peut, après avoir entendu les parties concernées, modifier le positionnement des blocs de fréquences mentionnés au § 1er dans la bande de fréquence 3400-3600 MHz, sans modifier la quantité de spectre par bloc de fréquences, dans des cas objectivement justifiés, dans des délais et des proportions raisonnables."	"§ 5. Het Instituut mag, na de betrokken partijen te hebben gehoord, de positionering van de frequentieblokken vermeld in § 1 in de frequentieband 3400-3600 MHz wijzigen, zonder de kwantiteit spectrum te wijzigen, in objectief gerechtvaardigde gevallen, binnen redelijke termijnen en verhoudingen".
Art. 48. Les articles 12 à 19 du même arrêté sont abrogés.	Art. 48. Artikelen 12 tot 19 van hetzelfde besluit worden opgeheven.
Art. 49. Dans l'article 21, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées:	Art. 49. In artikel 21 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:
1° le mot "modifier" est remplacé par les mots "supprimer des communes dans" ;	1° de woorden "de lijst van gemeenten die in zijn gebruiksrechten zijn opgenomen, te wijzigen" worden vervangen door de woorden "gemeenten te schrappen uit de lijst van gemeenten die in zijn gebruiksrechten zijn opgenomen";
2° la deuxième phrase est abrogée.	2° de tweede zin wordt opgeheven.
Art. 52. Le ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.	Art. 52. De minister bevoegd voor Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.
Donné	Gegeven te
Par le roi:	Van Koningswege:
Le Ministre des Télécommunications,	De Minister van Telecommunicatie,

**Annexe 4 - Projet d'arrêté royal concernant les réseaux locaux hertziens
privés à large bande**

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIË
SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ÉCONOMIE, PME, CLASSES MOYENNES ET ÉNERGIE	FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE
...	...
... - Arrêté royal concernant les réseaux locaux hertziens privés à large bande	... - Koninklijk besluit betreffende private lokale breedbandradionetwerken
RAPPORT AU ROI	VERSLAG AAN DE KONING
Sire,	Sire,
Généralité	Algemeen
L'arrêté qui est soumis à Votre signature vise à pouvoir autoriser des réseaux locaux privés utilisant les technologies 4G ou 5G.	Het besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, heeft tot doel private lokale netwerken die gebruikmaken van de 4G- of 5G-technologie te kunnen toestaan.
Le « 3GPP » (<i>3^d Generation Partnership Project</i>) définit dans quelles bandes de fréquences il est possible d'utiliser des technologies 4G et 5G. Par conséquent, les équipements disponibles sur le marché pour ces technologies ne peuvent qu'utiliser ces bandes de fréquences.	Het "3GPP" (<i>3^d Generation Partnership Project</i>) legt vast in welke frequentiebanden het mogelijk is om een 4G- en 5G-technologie te gebruiken. Bijgevolg mag apparatuur die op de markt voor deze technologieën beschikbaar is, enkel die frequentiebanden gebruiken.
Les bandes définies par le 3GPP ne sont cependant pas toutes réservées aux opérateurs mobiles au niveau européen. Celles qui ne sont pas réservées aux opérateurs mobiles au niveau européen restent disponibles pour d'autres usages en Europe mais peuvent être réservées aux opérateurs mobiles dans d'autres parties du monde.	De banden die door het 3GPP zijn vastgelegd, zijn echter niet allemaal voorbehouden voor de mobiele operatoren op Europees niveau. Diegene die niet voorbehouden zijn voor de mobiele operatoren op Europees niveau blijven beschikbaar voor andere toepassingen in Europa maar mogen worden voorbehouden voor de mobiele operatoren in andere delen van de wereld.
Dès lors, il est possible d'octroyer des fréquences qui ne sont pas réservées aux opérateurs mobiles publics en Europe, pour les réseaux locaux privés utilisant les technologies 4G ou 5G.	Daarom is het mogelijk om frequenties toe te wijzen die niet voorbehouden zijn aan de openbare mobiele operatoren in Europa, voor de private lokale netwerken die gebruikmaken van de 4G- of 5G-technologie.

<p>En principe, l'arrêté royal du 18 décembre 2009 <i>relatif aux communications radioélectriques privées et aux droits d'utilisation des réseaux fixes et des réseaux à ressources partagées</i> (ci-après « AR du 18 décembre 2009 »), s'applique aux autorisations de radiocommunications privées. Les réseaux locaux privés utilisant les technologies 4G ou 5G, pourraient donc être autorisés conformément aux dispositions de l'AR du 18 décembre 2009 (réseaux de 1^{ère} catégorie ou de 3^{ème} catégorie).</p>	<p>In principe is het koninklijk besluit van 18 december 2009 <i>betreffende de private radiocommunicatie en de gebruiksrechten voor vaste netten en netten met gedeelde middelen</i> (hierna "KB van 18 december 2009") van toepassing op de vergunningen voor private radiocommunicatie. Er zouden dus private lokale netwerken die gebruikmaken van de 4G- of 5G-technologie vergund kunnen worden overeenkomstig de bepalingen van het KB van 18 december 2009 (netwerken van 1e of 3e categorie).</p>
<p>Le mécanisme des redevances de l'AR du 18 décembre 2009 n'est cependant pas approprié aux réseaux locaux privés utilisant les technologies 4G ou 5G, en particulier pour les réseaux s'adressant à l'industrie du futur. En effet, les redevances pour les réseaux de 1^{ère} catégorie ou de 3^{ème} catégorie de l'AR du 18 décembre 2009 sont dues par station. Or, pour les réseaux s'adressant à l'industrie du futur, le nombre de stations peut être très élevé. Autoriser ces réseaux conformément aux dispositions de l'AR du 18 décembre 2009 engendrerait donc l'obligation pour les titulaires des autorisations de payer des montants de redevances excessifs.</p>	<p>Het mechanisme van de rechten van het KB van 18 december 2009 is evenwel niet geschikt voor de private lokale netwerken die gebruikmaken van de 4G- of 5G-technologie, in het bijzonder voor de netwerken die zich richten tot de industrie van de toekomst. De rechten voor de netwerken van de 1e of de 3e categorie van het KB van 18 december 2009 zijn immers verschuldigd per station. Welnu, voor de netwerken die zich richten tot de industrie van de toekomst, kan het aantal stations erg hoog liggen. Voor zulke netwerken een vergunning geven overeenkomstig de bepalingen van het KB van 18 december 2009 zou dus voor de vergunninghouders de verplichting met zich brengen om buitensporige bedragen aan rechten te moeten betalen.</p>
<p>Dès lors, tenant compte du cadre particulier que représente l'utilisation des technologies 4G et 5G par des réseaux de radiocommunications privés, un arrêté spécifique s'impose.</p>	<p>Rekening houdende met het specifieke kader dat wordt gevormd door het gebruik van de 4G- en de 5G-technologie door private radiocommunicatienetwerken, is er daarom een specifiek besluit nodig.</p>
<p>Le présent arrêté fixe, pour les réseaux en question, la manière dont les fréquences à utiliser seront déterminées, les redevances à payer, la manière dont les réseaux seront contrôlés, la manière dont les autorisations seront octroyées et dans quelles circonstances celles-ci pourront éventuellement être suspendues ou retirées.</p>	<p>In dit besluit wordt voor de netwerken in kwestie bepaald hoe de te gebruiken frequenties zullen worden vastgelegd; welke rechten zullen moeten worden betaald, hoe de controle op de netwerken zal plaatsvinden, hoe de vergunningen zullen worden toegekend en onder welke omstandigheden ze eventueel kunnen worden geschorst of ingetrokken.</p>

Par ailleurs, afin de permettre l'attribution d'un code de réseau mobile aux titulaires d'une autorisation pour les réseaux locaux hertziens privés à large bande et l'utilisation commune, le présent arrêté introduit un certain nombre de modifications à l'arrêté royal du 27 avril 2007 relatif à la gestion de l'espace de numérotation national et à l'attribution et au retrait des droits d'utilisation de numéros (ci-après « l'arrêté royal du 27 avril 2007 »).	Verder, om de toewijzing van een mobiele netwerkcode aan houders van een vergunning voor private lokale breedbandradionetwerken, en het gemeenschappelijke gebruik mogelijk te maken, worden met dit besluit een aantal wijzigingen aangebracht aan het koninklijk besluit van 27 april 2007 betreffende het beheer van de nationale nummeringsruimte en de toekenning en intrekking van gebruiksrechten voor nummers (hierna "KB van 27 april 2007").
Commentaire article par article	Artikelsgewijze bespreking
Article 1^{er}	Artikel 1
Cet article définit un certain nombre de termes qui figurent dans l'arrêté. Par exemple, il est précisé qu'une autorisation au sens du présent arrêté concerne les réseaux ou services privés.	Dit artikel definieert een aantal termen die voorkomen in het besluit. Zo wordt duidelijk gemaakt dat een vergunning in de zin van dit besluit betrekking heeft op private netwerken of diensten.
Article 2	Artikel 2
Cet article définit le champ d'application de l'arrêté.	Dit artikel bepaalt het toepassingsgebied van het besluit.
Article 3	Artikel 3
Cet article précise la durée des autorisations. Cette durée peut être indéterminée ou, au cas où cela ne serait pas souhaitable, l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (ci-après « l'IBPT ») peut fixer une durée déterminée.	In dit artikel wordt de duur van de vergunningen aangegeven. Deze kan onbepaald zijn of indien dit niet wenselijk is kan het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (hierna "BIPT") een bepaalde duur vaststellen.
En outre, cet article définit la manière dont le réseau couvert par l'autorisation est déterminé.	Verder wordt in dit artikel bepaald hoe het netwerk gedekt door de vergunning wordt vastgesteld.

<p>Conformément à l'article 19 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après « la LCE »), les droits d'utilisation pour des radiofréquences utilisées entièrement ou partiellement pour des services de communications électroniques offerts au public sont, en principe, cessibles. Toutefois, les autorisations octroyées sur la base du présent arrêté ne relèvent pas du champ d'application de l'article 19 précité étant donné qu'elle concernent une utilisation privée. C'est l'article 39, § 2, de la LCE, en vertu duquel le Roi fixe les règles d'octroi des autorisations, qui s'applique alors. En exécution de celui-ci, le présent arrêté prévoit que l'autorisation est incessible.</p>	<p>Volgens artikel 19 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (hierna "WEC") zijn gebruiksrechten voor radiofrequenties die geheel of gedeeltelijk gebruikt worden voor elektronische communicatiediensten die aan het publiek worden aangeboden, in principe overdraagbaar. Vergunningen op basis van dit besluit vallen echter buiten het kader van voornoemd artikel 19 aangezien het een private toepassing betreft. Hiervoor is artikel 39 § 2 WEC van toepassing op basis waarvan de Koning de regels bepaalt inzake toekenning van de vergunningen. In uitvoering daarvan wordt in dit besluit bepaald dat de vergunning niet overdraagbaar is.</p>
Article 4	Artikel 4
<p>Le paragraphe 1^{er} de cet article fixe les bandes de fréquences qui pourraient être utilisées pour les réseaux locaux privés utilisant les technologies 4G ou 5G. Il revient à l'IBPT de déterminer dans quelles parties de ces bandes il octroiera effectivement des autorisations.</p>	<p>De eerste paragraaf van dit artikel stelt de frequentiebanden vast die gebruikt zouden kunnen worden voor de private lokale netwerken die gebruikmaken van de 4G- of 5G-technologie. Het komt toe aan het BIPT om te bepalen in welke delen van die banden het daadwerkelijk vergunningen zal verlenen.</p>
<p>La bande 3800-4200 MHz n'est pas réservée aux opérateurs mobiles publics au niveau européen. Cette bande de fréquences est par contre réservées aux opérateurs mobiles publics dans d'autres parties du monde (au Japon par exemple). L'IBPT pourrait donc identifier des parties de cette bande de fréquences pour les réseaux locaux privés utilisant les technologies 4G ou 5G. Il faut noter que le Royaume Uni a déjà décidé d'autoriser des réseaux locaux utilisant les technologies 4G ou 5G dans cette bande de fréquences.</p>	<p>De 3800-4200 MHz-band is op Europees niveau niet voorbehouden aan de openbare mobiele operatoren. Deze frequentieband is daarentegen voorbehouden voor de openbare mobiele operatoren in andere delen van de wereld (bijvoorbeeld in Japan). Het BIPT zou dus delen van die frequentieband kunnen identificeren voor de private lokale netwerken die gebruikmaken van de 4G- of 5G-technologie. Er dient te worden opgemerkt dat het Verenigd Koninkrijk reeds beslist heeft om in die frequentieband lokale netwerken toe te staan die gebruikmaken van de 4G- of de 5G-technologie.</p>
<p>Par ailleurs, cet article confie à l'IBPT le soin de fixer les conditions techniques d'utilisation. Il détermine également la quantité maximale de spectre qui peut être attribuée à une personne donnée dans la bande de fréquences en question de 3800-4200 MHz. Et ce, en vue d'une bonne gestion du spectre, pour atteindre une répartition équilibrée du spectre et éviter qu'une personne donnée obtienne une part disproportionnée du spectre.</p>	<p>Verder wordt in dit artikel aan het BIPT toevertrouwd om de technische gebruiksvoorwaarden vast te stellen. Ook wordt bepaald welke hoeveelheid spectrum er maximaal aan een bepaalde persoon kan worden toegekend in de frequentieband in kwestie van 3800-4200 MHz. Dit om met het oog op een goed spectrumbeheer een evenwichtige verdeling van het spectrum te bekomen en te vermijden dat er onevenredig veel spectrum in handen van een bepaalde persoon zou komen.</p>
Article 5	Artikel 5

Cet article traite de la procédure à suivre au cas où un changement de fréquence devrait être imposé au titulaire de l'autorisation et de l'indemnisation éventuelle à cet effet.	Dit artikel handelt over de werkwijze in geval van noodzaak om de vergunninghouder van frequentie te doen veranderen en de eventuele schadevergoeding daarvoor.
Article 6	Artikel 6
Cet article précise que, dans le cadre d'accords avec d'autres pays également, certaines contraintes peuvent être imposées aux titulaires d'une autorisation du présent arrêté.	Dit artikel geeft aan dat er ook in akkoorden met andere landen bepaalde verplichtingen voor de vergunninghouders van dit besluit kunnen staan.
Articles 7 à 9	Artikelen 7 tot 9
Ces articles traitent des redevances à payer : les droits de dossier (uniques) et les redevances annuelles. Les redevances annuelles dépendent de la bande de fréquences utilisée. Les redevances sont indexées annuellement.	Deze artikelen handelen over de te betalen rechten: (eenmalige) dossierrechten en jaarlijkse rechten. De jaarlijkse rechten zijn afhankelijk van de gebruikte frequentieband. De rechten worden jaarlijks geïndexeerd.
Articles 10 à 13	Artikelen 10 tot 13
Ces dispositions traitent du contrôle du réseau et de l'autorisation. Pour que celui-ci puisse se faire de manière efficace, le titulaire de l'autorisation doit fournir à l'IBPT les informations nécessaires et être en mesure de présenter son autorisation. Le titulaire de l'autorisation doit également collaborer pour permettre le bon déroulement du contrôle. Les services de contrôle de l'IBPT prennent les mesures nécessaires pour faire cesser tout brouillage préjudiciable. Une plainte peut être introduite à cet effet auprès de l'IBPT. Ces dispositions fixent également des règles en ce qui concerne les coûts pour faire cesser le brouillage.	Deze bepalingen handelen over de controle op het netwerk en de vergunning. Om deze mogelijk te maken op een efficiënte manier, dient de vergunninghouder het BIPT de nodige informatie te verstrekken en zijn vergunning te kunnen voorleggen. De vergunninghouder dient ook mee te werken met het oog op het vlot laten verlopen van de controle. De controlediensten van het BIPT nemen de nodige maatregelen om een einde te stellen aan eventuele schadelijke storingen. Hiertoe kan bij het BIPT klacht ingediend worden. In deze bepalingen wordt eveneens een regeling vastgesteld qua kosten om een einde te stellen aan de storing.
Articles 14 à 16	Artikelen 14 tot 16

<p>Ces articles décrivent la procédure à suivre pour obtenir une autorisation. Une demande peut être envoyée à cet effet à l'IBPT, qui traitera les demandes dans leur ordre de réception, à savoir selon le principe « premier arrivé, premier servi ». L'on peut partir du principe qu'une quantité suffisante de spectre sera disponible afin de répondre à toutes les demandes. En effet, 400 MHz sont disponibles, et cela concerne une utilisation locale, afin que plusieurs personnes puissent travailler dans une même portion de la bande. D'autre part, une quantité maximale de spectre qu'une personne peut acquérir est définie (voir article 4).</p>	<p>In deze artikelen wordt de procedure voor het bekomen van een vergunning uiteengezet. Hierbij kan een aanvraag aan het BIPT gericht worden dat de aanvragen behandelt in volgorde van ontvangst, dus volgens het principe "first come, first served". Men kan er van uitgaan dat er genoeg spectrum beschikbaar zal zijn om tegemoet te komen aan alle aanvragen. Er is immers 400 MHz beschikbaar en het gaat hier om lokaal gebruik zodat meerdere personen in eenzelfde gedeelte van de band kunnen werken. Anderzijds wordt een maximum aan spectrum bepaald dat een persoon kan verwerven (zie artikel 4).</p>
Article 17	Artikel 17
<p>Dans certaines circonstances, cet article donne à l'IBPT la possibilité de suspendre ou de révoquer l'autorisation. Ainsi, le titulaire de l'autorisation a la possibilité de communiquer son point de vue. Aucune indemnisation ou exonération de redevances ne sera accordée.</p>	<p>Dit artikel geeft in bepaalde omstandigheden aan het BIPT de mogelijkheid om de vergunning te schorsen of in te trekken. Hierbij krijgt de vergunninghouder de gelegenheid zijn standpunt kenbaar te maken. Er wordt geen schadevergoeding of vrijstelling van rechten verleend.</p>
Article 18	Artikel 18
<p>Cet article adapte l'article 4 de l'arrêté royal du 27 avril 2007 afin que les titulaires d'autorisations de réseaux locaux hertziens privés à large bande puissent introduire une demande de réservation et d'obtention de numéros.</p>	<p>Dit artikel past artikel 4 van het KB van 27 april 2007 aan zodat vergunninghouders van private lokale breedbandradionetwerken een aanvraag kunnen indienen tot het reserveren en verkrijgen van nummers.</p>
Article 19	Artikel 19
<p>Cet article adapte l'article 75 de l'arrêté royal du 27 avril 2007. La recommandation E.212 de l'UIT-T décrit en détail la structure de l'IMSI (International Mobile Subscription Identity) (ci-après « l'IMSI »). L'IMSI est un ensemble de chiffres décimaux, d'une longueur maximale de 15 chiffres, permettant d'identifier un abonnement unique à un réseau mobile. L'IMSI est constitué de trois champs : le Mobile Country Code (MCC - code du pays du réseau), le Mobile Network Code (MNC - code du réseau mobile) et le Mobile Subscriber Identification Number (MSIN - numéro d'identification du mobile).</p>	<p>Dit artikel past artikel 75 van het KB van 27 april 2007 aan. De ITU-T-aanbeveling E.212 beschrijft in detail de IMSI (International Mobile Subscription Identity (hierna "IMSI")- structuur. De IMSI is een reeks decimale cijfers, tot een maximale lengte van 15 cijfers, waarmee een uniek abonnement op een mobiel netwerk wordt geïdentificeerd. De IMSI bestaat uit drie velden: de Mobile Country Code (MCC), de Mobile Network Code (MNC) en het Mobile Abonnement identificatienummer (MSIN).</p>
<p>Jusqu'à présent, l'IMSI permet ce qui suit :</p>	<p>De IMSI maakt tot nu toe het volgende mogelijk:</p>

1. Identification du pays d'origine à l'aide des 3 premiers chiffres (le MCC).	1. Identificatie van het thuisland met behulp van de eerste 3 cijfers (de MCC).
2. Identification du réseau domestique à l'aide des 2 ou 3 chiffres suivants (le MNC). La Belgique met en œuvre l'IMSI avec un MNC à deux chiffres.	2. Identificatie van het thuisnetwerk met behulp van de volgende 2 of 3 cijfers (de MNC). België implementeert de IMSI met een 2-cijferige MNC.
3. Identification de l'abonné individuel à l'aide des 9 ou 10 derniers chiffres, le MSIN.	3. Identificatie van de individuele abonnee met behulp van de laatste 9 of 10 cijfers, de MSIN.
L'IMSI a été initialement introduit pour permettre l'itinérance nationale et internationale. Une fois qu'un abonné a été identifié par le réseau, le processus d'authentification et d'enregistrement du terminal mobile peut se poursuivre et la signalisation, l'acheminement et la facturation peuvent alors avoir lieu entre le réseau domestique et le réseau visité pour les éventuels appels passés depuis le terminal mobile itinérant ou terminés sur celui-ci. L'IMSI n'est pas un numéro pouvant être appelé depuis les réseaux de communications publics et ce n'est généralement pas un numéro dont l'abonné a connaissance. La modification apportée à l'article 75 § 1 ^{er} de l'arrêté royal du 27 avril 2007 (voir l'article 19, 1 ^o du présent arrêté) est une conséquence directe du changement de nom de la recommandation E.212 faite par l'UIT pour traduire le fait que de nouvelles applications, telles que décrites ci-dessous, sont également possibles.	De IMSI is initieel ingevoerd om nationale en internationale roaming mogelijk te maken. Zodra een abonnee is geïdentificeerd door het netwerk, kan het proces van authenticatie en registratie van de mobiele terminal doorgaan en signalering, routing en facturering kunnen dan plaatsvinden tussen het thuisnetwerk en het bezochte netwerk voor eventuele oproepen afkomstig van of beëindigd op door de roamende mobiele terminal. De IMSI is geen nummer waarop kan worden gebeld vanop openbare communicatienetwerken en het is meestal geen nummer waarvan de abonnee op de hoogte zou zijn. De gemaakte wijziging in artikel 75 § 1 van het KB van 27 april 2007 (zie artikel 19, 1 ^o van dit besluit) is een rechtstreeks gevolg van de naamswijziging van de E.212 ITU-Aanbeveling die door de ITU is gemaakt om weer te geven dat nieuwe toepassingen zoals hieronder beschreven eveneens mogelijk zijn.
L'ajout par l'article 19, 2 ^o de cet arrêté de deux nouveaux paragraphes à l'article 75 de l'arrêté du 27 avril 2007 (§ 2/1 et § 2/2) vise à encourager le développement de nouveaux services innovants tels que M2M pour lesquels une politique de numérotation plus flexible est nécessaire. Cette modification permet aux acteurs du marché autres que les opérateurs d'avoir également accès à ces codes de réseau et d'émettre leurs propres cartes SIM. Ainsi, les entreprises qui souhaitent éviter un « lock-in » auprès des opérateurs mobiles publics peuvent obtenir une attribution d'un code de réseau mobile propre via le § 2/1, à condition qu'elles puissent mettre en œuvre ces codes auprès des opérateurs mobiles par le biais d'accords commerciaux.	De toevoeging bij artikel 19, 2 ^o van dit besluit van twee nieuwe paragrafen in artikel 75 van het besluit van 27 april 2007 (§ 2/1 en § 2/2) beoogt de groei van innoverende nieuwe diensten zoals M2M aan te moedigen waarvoor een meer flexibele nummeringspolitiek is vereist. Via deze wijziging wordt het mogelijk gemaakt dat andere marktpartijen dan operatoren eveneens toegang krijgen tot deze netwerkcodes en eigen simkaarten kunnen uitgeven. Zo kunnen ondernemingen die een "lock-in" bij de publieke mobiele operatoren wensen te vermijden via § 2/1 een toewijzing bekomen van een eigen mobiele netwerkcode op voorwaarde dat ze via commerciële akkoorden deze codes kunnen implementeren bij de mobiele operatoren.

<p>Toutefois, compte tenu de la rareté de cette ressource, il convient de faire preuve de prudence. C'est la raison pour laquelle chaque demandeur d'un code de réseau mobile devra démontrer qu'il a engagé des négociations commerciales avec un opérateur de réseau mobile et donc manifester une intention crédible d'exploiter un service capable d'utiliser celle-ci de manière utile.</p>	<p>Gelet op de schaarste van deze hulpbron is het evenwel aangewezen dat hiermee voorzichtig wordt omgesprongen. Daarom zal elke aanvrager voor een mobiele netwerkcode moeten aantonen dat hij in commerciële onderhandeling is met een mobiele netwerkoperator en dus een crediebele intentie moeten aantonen om een dienst uit te baten die hiervan nuttig gebruik kan maken.</p>
<p>Pour les réseaux privés qui n'ont pas besoin d'itinérance, le présent arrêté prévoit deux possibilités.</p>	<p>Voor de private netwerken die geen behoefte hebben aan roaming voorziet onderhavig besluit in twee mogelijkheden.</p>
<p>Premièrement, le plan de numérotation national (après le code « 206 » donc) prévoit au § 2/2 des codes de réseau mobile destinés à une utilisation commune. Ceux-ci servent à identifier les réseaux privés locaux sans fil. Ces IMSI sont destinées exclusivement à une utilisation interne du réseau. Elles n'ont aucune signification en dehors du réseau privé et il n'est donc pas possible d'utiliser l'itinérance sur la base de ces IMSI. Ainsi, différents réseaux privés peuvent utiliser et partager les mêmes IMSI à condition qu'ils soient situés dans des lieux géographiques différents (pas dans la zone de couverture locale du réseau privé). Il est logique que, compte tenu de l'utilisation partagée, aucun droit ne soit facturé, étant donné qu'il n'y a pas de coûts d'émission ni de coûts de contrôle.</p>	<p>Ten eerste worden in het nationale nummerplan (dus na de code "206") mobiele netwerkcodes in § 2/2 voorzien voor gemeenschappelijk gebruik. Deze dienen om lokale draadloze private netwerken te identificeren. Deze IMSI's zijn uitsluitend bedoeld voor netwerkintern gebruik. Ze hebben buiten het private netwerk geen betekenis zodat het niet mogelijk is om op basis van deze IMSI's van roaming gebruik te maken. Aldus kunnen verschillende private netwerken dezelfde IMSI's gebruiken en delen zolang ze zich op verschillende geografische locaties bevinden (niet in lokaal dekkingsgebied van het privaat netwerk). Het is logisch dat gelet op het gedeelde gebruik hiervoor geen rechten worden aangerekend omdat er hieraan geen uitgiftekosten en nauwelijks toezichtskosten verbonden zijn.</p>
<p>Deuxièmement, un nouvel article 4 sera inséré à l'article 75 de l'arrêté du 27 avril 2007, étant donné que, dans le dernier amendement à la recommandation E.212 datant de juillet 2018, l'UIT a introduit un code de pays spécial 999 pour une utilisation interne dans un réseau privé. Sa structure est similaire à celle des codes de réseau mobile décrits ci-dessus pour une utilisation commune basée sur des ressources de numérotation nationales. Toutefois, afin de permettre un contrôle de l'utilisation, les exploitants des réseaux privés sont priés d'en informer l'IBPT.</p>	<p>Ten tweede wordt een nieuwe § 4 in artikel 75 van het besluit van 27 april 2007 ingevoegd want de ITU heeft in de laatste amendering van de E.212- aanbeveling daterend van 7/2018 een speciale landencode 999 voorzien voor intern gebruik binnen een privaat netwerk. De opzet hiervan is gelijkaardig aan deze van de hierboven beschreven mobiele netwerkcodes voor gemeenschappelijk gebruik op basis van nationale nummeringsmiddelen. Om het toezicht op het gebruik mogelijk te maken wordt wel aan de uitbaters van de private netwerken gevraagd om het BIPT hiervan op de hoogte te brengen.</p>
<p>S'il subsiste néanmoins un risque d'épuisement de la capacité des codes de réseau mobile disponibles, l'IBPT doit, conformément à l'article 75, § 5, de l'arrêté royal du 27 avril 2007, appliquer des critères de réservation supplémentaires afin d'utiliser au mieux la capacité restante.</p>	<p>Indien de capaciteit aan beschikbare mobiele netwerkcodes toch dreigt uitgeput te geraken moet het BIPT volgens artikel 75, § 5 van het KB van 27 april 2007 bijkomende reservatiecriteria hanteren om de resterende capaciteit zo optimaal mogelijk aan te wenden.</p>

Article 20	Artikel 20
Cet article adapte l'article 84 de l'arrêté royal du 27 avril 2007 afin de déterminer le paiement des redevances dues par les titulaires d'une autorisation pour des réseaux privés.	Dit artikel past artikel 84 van het KB van 27 april 2007 aan om de betaling van verschuldigde rechten door vergunninghouders van private netwerken te bepalen.
Article 21	Artikel 21
Cet article modifie l'arrêté royal du 18 décembre 2009 afin que cela ne s'applique pas au type de réseaux réglementés par le présent arrêté royal.	Dit artikel wijzigt het KB van 18 december 2009 om ervoor te zorgen dat dit niet van toepassing is op het soort netwerken geregeld door het voorliggende koninklijk besluit.
Article 22	Artikel 22
Cet article ne nécessite pas de commentaire.	Dit artikel behoeft geen commentaar.
Telles sont, Sire, les principales dispositions de l'arrêté soumis à l'approbation de Votre Majesté.	Dit zijn, Sire, de voornaamste bepalingen van het besluit dat aan Uwe Majesteit ter goedkeuring wordt voorgelegd.
J'ai l'honneur d'être,	Ik heb de eer te zijn,
Sire,	Sire,
de Votre Majesté,	van Uwe Majesteit,
le très respectueux	de zeer eerbiedige
et très fidèle serviteur,	en zeer getrouwe dienaar,
Le Ministre des Télécommunications,	De Minister van Telecommunicatie,

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIË
SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ÉCONOMIE, PME, CLASSES MOYENNES ET ÉNERGIE	FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE
[DATE] - Arrêté royal concernant les réseaux locaux hertziens privés à large bande	[DATUM] - Koninklijk besluit betreffende private lokale breedbandradionetwerken
PHILIPPE, Roi des Belges,	FILIP, Koning der Belgen,
À tous, présents et à venir, Salut.	Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, [l'article 16], l'article 39, § 2, modifié par la loi du 31 juillet 2017, l'article 39, § 3, modifié par la loi du 20 juillet 2006 et l'article 43, modifié par la loi du 25 avril 2007;	Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, [artikel 16], artikel 39 § 2, gewijzigd bij de wet van 31 juli 2017, artikel 39 § 3, gewijzigd bij de wet van 20 juli 2006 en artikel 43, gewijzigd bij de wet van 25 april 2007;
Vu l'arrêté royal du 27 avril 2007 relatif à la gestion de l'espace de numérotation national et à l'attribution et au retrait des droits d'utilisation de numéros ;	Gelet op het koninklijk besluit van 27 april 2007 betreffende het beheer van de nationale nummeringsruimte en de toekenning en intrekking van gebruiksrechten voor nummers;
Vu l'arrêté royal du 18 décembre 2009 relatif aux communications radioélectriques privées et aux droits d'utilisation des réseaux fixes et des réseaux à ressources partagées;	Gelet op het koninklijk besluit van 18 december 2009 betreffende de private radiocommunicatie en de gebruiksrechten voor vaste netten en netten met gedeelde middelen;
Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative;	Gelet op de impactanalyse van de regelgeving uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;
Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le [];	Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op [];
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le [];	Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op [];
Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donné le [];	Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gegeven op [];
Vu la consultation du [] au [] du Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision;	Gelet op de raadpleging van [] tot [] van het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie;

Vu la consultation du Comité de concertation, du [];	Gelet op de raadpleging van het Overlegcomité van [];
Vu l'avis XX.XXX/X du Conseil d'Etat, donné le [], en application de l'article 84, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 2 ^o , des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;	Gelet op advies XXXXX/X van de Raad van State, gegeven op [], met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2 ^o , van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;
Sur la proposition de Notre Ministre des Télécommunications et sur l'avis de nos Ministres réunis en Conseil,	Op de voordracht van Onze Minister van Telecommunicatie en op het advies van onze in Raad vergaderde Ministers,
Nous avons arrêté et arrêtons :	Hebben Wij besloten en besluiten Wij:
CHAPITRE 1^{er}. - Terminologie et définitions	HOOFDSTUK 1. - Terminologie en definities.
Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par:	Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:
1 ^o "terminal": station de radiocommunications connectée par voie hertzienne à une station de base;	1 ^o "terminal": radiocommunicatiestation dat draadloos verbonden is met een basisstation;
2 ^o "réseau local": réseau de radiocommunications composé d'une ou plusieurs stations de base situées dans un périmètre limité et d'un ou plusieurs terminaux;	2 ^o "lokaal netwerk": radiocommunicatienetwerk dat bestaat uit een of meer basisstations die zich binnen een beperkte perimeteer bevinden en uit een of meer terminals bestaan;
3 ^o "autorisation" : autorisation de pouvoir utiliser un réseau local à d'autres fins que la fourniture de réseaux publics de communications électroniques ou de services de communications électroniques accessibles au public, délivrée en vertu du présent arrêté ;	3 ^o "vergunning": vergunning om een lokaal netwerk te mogen gebruiken voor andere doeleinden dan het aanbieden van openbare elektronische-communicatienetwerken of voor het publiek toegankelijke elektronische-communicatiediensten, die afgegeven wordt krachtens dit besluit.
4 ^o "contrôle relatif à une personne": le pouvoir en droit ou en fait d'exercer une influence décisive sur la désignation de la majorité des administrateurs ou gérants de cette personne, ou sur l'orientation de sa gestion. Le contrôle peut être exercé de façon exclusive ou conjointe, directement ou via un intermédiaire, et sera interprété conformément aux articles 1:14 à 1:18 du Code des sociétés et des associations, Partie 1re, Livre 1er, Titre 4, Chapitre 1er, étant entendu que lorsqu'il y est question d'une majorité, cette majorité s'élèvera à 50 % ou plus;	4 ^o "controle met betrekking tot een persoon": de bevoegdheid in rechte of in feite om een beslissende invloed uit te oefenen op de aanstelling van de meerderheid van de bestuurders of zaakvoerders van die persoon of op de oriëntatie van het beheer ervan. De controle kan exclusief of gezamenlijk, direct of via een tussenpersoon worden uitgeoefend en wordt geïnterpreteerd conform de artikelen 1:14 tot 1:18 van het Wetboek van Vennootschappen en verenigingen, Deel 1, Boek 1, Titel 4, Hoofdstuk 1, op voorwaarde dat wanneer er sprake is van een meerderheid, deze meerderheid 50% of meer bedraagt;
5 ^o "groupe pertinent": par rapport à une personne (la "première personne"):	5 ^o "relevante groep": ten opzichte van een persoon (de "eerste persoon"):

a) la première personne, et;	a) de eerste persoon, en;
b) toute personne contrôlée par la première personne, et;	b) elke persoon die wordt gecontroleerd door de eerste persoon, en;
c) toute personne (la "deuxième personne") qui contrôle la première personne, et;	c) elke persoon (de "tweede persoon") die de eerste persoon controleert, en;
d) toute personne contrôlée par la deuxième personne, et;	d) elke persoon die wordt gecontroleerd door de tweede persoon, en;
e) toute personne avec laquelle une des personnes visées sous a) à c) constitue un consortium, au sens de l'article 1:19 du Code des sociétés et des associations, Partie 1re, Livre 1er, Titre 4, Chapitre 1er;	e) elke persoon waarmee een van de onder a) tot c) beoogde personen een consortium vormt in de betekenis van artikel 1:19 van het Wetboek van Vennootschappen en verenigingen, Deel 1, Boek 1, Titel 4, Hoofdstuk 1.
CHAPITRE 2. - Généralités	HOOFDSTUK 2. - Algemeen
Art. 2. Le présent arrêté s'applique à toute personne qui désire obtenir une autorisation.	Art. 2. Dit besluit is van toepassing op eenieder die een vergunning wenst te krijgen.
Art. 3. § 1^{er}. Les autorisations sont valables à compter de la date fixée par l'Institut et pendant une période de durée indéterminée ou fixée par l'Institut.	Art. 3. § 1. De vergunningen zijn geldig vanaf de datum die door het Instituut wordt vastgesteld en gedurende een periode van onbepaalde duur of voor een periode die door het Instituut wordt vastgesteld.
§ 2. Une autorisation couvre la mise en œuvre d'un réseau local dans un disque dont le centre et le rayon, d'au minimum 100 mètres, sont déterminés par l'Institut.	§ 2. Een vergunning dekt het gebruik van een lokaal netwerk binnen een cirkelvormige zone waarvan de straal en het middelpunt, van minstens 100 meter, bepaald wordt door het Instituut.
Les stations de bases sont installées à l'intérieur du disque. Les terminaux peuvent être utilisées à l'extérieur du disque, pour autant qu'elles soient connectées à une station de base couverte par l'autorisation.	De basisstations worden opgesteld binnen de cirkelvormige zone. De terminals mogen buiten de cirkelvormige zone worden gebruikt, voor zover ze verbonden zijn met een basisstation dat door de vergunning wordt gedekt.
§ 3. L'autorisation est incessible.	§ 3. De vergunning is niet overdraagbaar.
CHAPITRE 3. - Utilisation des fréquences	HOOFDSTUK 3. - Gebruik van de frequenties
Art. 4. § 1^{er}. L'Institut détermine dans quelles parties de la bande de fréquences 3800-4200 MHz, des autorisations peuvent être octroyées.	Art. 4. § 1. Het Instituut bepaalt in welke delen van de frequentieband van 3800-4200 MHz vergunningen kunnen worden verleend.

<p>§ 2. La bande de fréquences 3800-4200 MHz est utilisée à l'émission par les stations de base et par les terminaux.</p>	<p>§ 2. De frequentieband 3800-4200 MHz wordt gebruikt voor de uitzendingen van de basisstations en van de terminals.</p>
<p>§ 3. L'Institut fixe les conditions techniques d'utilisation, par les titulaires de l'autorisation, des différentes bandes de fréquences.</p>	<p>§ 3. Het Instituut bepaalt de technische voorwaarden voor het gebruik, door vergunninghouders, van de verschillende frequentiebanden.</p>
<p>§ 4. L'Institut octroie, conformément aux dispositions du Chapitre 6, des autorisations dans les parties de bandes qu'il a déterminées.</p>	<p>§ 4. Het Instituut verleent, overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk 6, vergunningen in de delen van banden die het heeft bepaald.</p>
<p>§ 5. Une personne ne peut détenir que 40 MHz au maximum, à un endroit donné, dans la bande de fréquences 3800-4200 MHz.</p>	<p>§ 5. Een persoon mag op een gegeven plaats maximaal 40 MHz in handen hebben in de frequentieband van 3800-4200 MHz.</p>
<p>Un groupe pertinent par rapport à une personne morale titulaire d'une autorisation ne peut détenir que 40 MHz au maximum, à un endroit donné, dans la bande de fréquences 3800-4200 MHz.</p>	<p>Een relevante groep ten opzichte van een rechtspersoon die een vergunning heeft mag, op een gegeven plaats, in de frequentieband 3800-4200 MHz slechts 40 MHz maximaal houden.</p>
<p>Art. 5. L'Institut peut imposer un changement de fréquence ou de largeur de bande au titulaire d'autorisation, dans des cas objectivement justifiés, dans des délais et dans des proportions raisonnables.</p>	<p>Art. 5. Het Instituut kan, in objectief gerechtvaardigde gevallen, de vergunninghouder een wijziging van frequentie of van bandbreedte opleggen binnen redelijke termijnen en verhoudingen.</p>
<p>Le titulaire peut demander par écrit une indemnisation totale ou partielle des frais de modification de ses stations de radiocommunications, occasionnés par ce changement de fréquence.</p>	<p>De vergunninghouder kan schriftelijk een volledige of gedeeltelijke schadevergoeding aanvragen voor de door deze frequentiewijziging veroorzaakte kosten voor de wijziging van zijn radiocommunicatiestations.</p>
<p>L'Institut apprécie le bien-fondé du droit à l'indemnisation.</p>	<p>Het Instituut oordeelt over de gegrondheid van het recht op de schadevergoeding.</p>
<p>L'indemnisation n'est autorisée que pour les frais de modification des stations de radiocommunications en service depuis moins de cinq ans à la date à laquelle l'imposition du changement a été notifiée.</p>	<p>De schadevergoeding wordt maar toegestaan voor de kosten tot wijziging van de radiocommunicatiestations die op de datum waarop de opgelegde wijziging werd genotificeerd, minder dan vijf jaar in dienst zijn.</p>
<p>L'indemnité ne couvre que les frais inhérents au changement de fréquence.</p>	<p>De schadevergoeding dekt slechts de kosten die inherent zijn aan de frequentiewijziging.</p>
<p>L'indemnité n'est jamais accordée lorsque le changement résulte exclusivement:</p>	<p>De schadevergoeding wordt nooit verleend wanneer de wijziging uitsluitend voortspuit uit:</p>
<p>1° de l'application d'un accord international conclu postérieurement à la délivrance de l'autorisation de faire fonctionner le réseau de radiocommunications visé ; ou</p>	<p>1° de toepassing van een internationale overeenkomst gesloten na de afgifte van de vergunning om het bedoelde radiocommunicatienetwerk te doen werken; of</p>

2° de l'imposition des mesures appropriées afin de faire cesser des brouillages préjudiciables.	2° het opleggen van de gepaste maatregelen om schadelijke storingen te doen stoppen.
Art. 6. Les titulaires d'autorisations respectent les contraintes résultant de la coordination transfrontalière dans le cadre des accords internationaux conclus par l'Institut.	Art. 6. De vergunninghouders leven de verplichtingen na die voortvloeien uit de grensoverschrijdende coördinatie in het kader van de internationale overeenkomsten die het Instituut gesloten heeft.
CHAPITRE 4. - Redevances	HOOFDSTUK 4. - Rechten
Art. 7. Un droit de dossier destiné à couvrir les frais d'étude du dossier est dû pour chaque demande d'autorisation.	Art. 7. Voor elke vergunningsaanvraag is een dossierrecht verschuldigd dat bestemd is om de kosten te dekken voor de studie van het dossier.
Le droit de dossier par demande d'autorisation s'élève à 1000 euros. Toute demande de modification de l'autorisation donne lieu au paiement d'un montant s'élevant à la moitié du droit de dossier.	Het dossierrecht bedraagt per vergunningsaanvraag 1000 euro. Elke aanvraag tot wijziging van de vergunning geeft aanleiding tot de betaling van een bedrag dat de helft bedraagt van het dossierrecht.
Le paiement du droit de dossier est effectué, dans les trente jours suivant la notification visée à l'article 15, § 4.	Het dossierrecht wordt betaald binnen dertig dagen na de notificatie waarvan sprake in artikel 15, § 4.
En cas de retrait de la demande ou de renonciation à une autorisation, le droit de dossier restant du.	In geval van intrekking van de aanvraag of afstand van een vergunning, blijft het dossierrecht verschuldigd.
Art. 8. § 1^{er}. Le titulaire d'autorisation acquitte une redevance annuelle, par MHz attribué, qui s'élève à $10 \times (R/100)^2$ euros.	Art. 8. § 1. De vergunninghouder betaalt een jaarlijks recht, per toegewezen MHz, dat $10 \times (R/100)^2$ euro bedraagt.
R est le rayon en mètres du disque dans lequel la mise en œuvre d'un réseau local est couvert par l'autorisation.	R is de straal in meter van de cirkelvormige zone waarin het gebruik van een lokaal netwerk door de vergunning wordt gedekt.
Le montant de cette redevance est indépendant du nombre stations de radiocommunications exploitant les fréquences attribuées.	Het bedrag van dat recht is onafhankelijk van het aantal radiocommunicatiestations die de toegewezen frequenties exploiteren.
§ 2. Le titulaire d'une autorisation paie la redevance annuelle, pour chaque autorisation en cours de validité au premier janvier de l'année sur laquelle porte la redevance, au plus tard le 31 janvier de l'année sur laquelle porte la redevance.	§ 2. De houder van een vergunning betaalt het jaarlijkse recht, voor elke vergunning die geldig is op 1 januari van het jaar waarop het recht betrekking heeft, uiterlijk 31 januari van het jaar waarop het recht betrekking heeft.

Le premier paiement de la redevance annuelle pour chaque nouvelle autorisation est effectué, dans les trente jours suivant [le début de la période de validité de l'autorisation, au prorata du nombre de jours restant jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.	De eerste betaling van het jaarlijkse recht voor elke nieuwe vergunning wordt uitgevoerd binnen dertig dagen na [het begin van de geldigheidsduur van de vergunning], naar rato van het aantal dagen die overblijven tot 31 december van het lopende jaar.
Lorsqu'une autorisation prend fin, la redevance annuelle est due jusqu'au jour durant lequel l'autorisation prend fin.	Wanneer een vergunning verstrijkt, is het jaarlijkse recht verschuldigd tot de dag waarop de vergunning verstrijkt.
Art. 9. Les montants visés aux articles 7 et 8 sont adaptés à l'indice des prix à la consommation ayant base 2013=100 comme période de référence, le 1 ^{er} janvier de chaque année.	Art. 9. De bedragen bedoeld in de artikelen 7 en 8 worden jaarlijks op 1 januari aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen dat basis 2013=100 als referentieperiode heeft.
L'adaptation est réalisée à l'aide du coefficient obtenu en divisant l'indice des prix du mois de [décembre], qui précède le mois de janvier au cours duquel l'adaptation a lieu, par l'indice des prix du mois de décembre 20XX.	De aanpassing geschiedt met behulp van de coëfficiënt die verkregen wordt door het indexcijfer van de maand [december] die voorafgaat aan de maand januari in de loop waarvan de aanpassing plaatsvindt, te delen door het indexcijfer van de maand december 20XX.
CHAPITRE 5. - Contrôle	HOOFDSTUK 5. - Controle
Art. 10. § 1^{er}. Le titulaire d'autorisation est tenu de fournir à la demande de l'Institut toute information concernant l'état de mise en œuvre de son réseau local.	Art. 10. § 1. De vergunninghouder is verplicht op verzoek van het Instituut alle inlichtingen te verstrekken over de staat van gebruik van zijn lokale netwerk.
Le titulaire d'autorisation collabore gratuitement à toute demande de l'Institut visant à vérifier que les dispositions du présent arrêté ou de l'autorisation sont respectées.	De vergunninghouder verleent gratis zijn medewerking bij elk verzoek van het Instituut dat erop gericht is na te gaan of de bepalingen van dit besluit of van de vergunning worden nageleefd.
§ 2. Le titulaire d'autorisation est tenu de présenter immédiatement l'autorisation à toute réquisition des services de contrôle de l'Institut.	§ 2. De vergunninghouder is verplicht om onmiddellijk de vergunning te tonen op elke vordering van de controlediensten van het Instituut.
§ 3. A la demande des services de contrôle de l'Institut, le titulaire d'autorisation est tenu de prendre toutes les mesures appropriées afin d'arrêter immédiatement les émissions d'une station de radiocommunications.	§ 3. Op verzoek van de controlediensten van het Instituut is de vergunninghouder verplicht om alle nodige maatregelen te nemen om de uitzendingen van een radiocommunicatiestation onmiddellijk stop te zetten.

<p>Art. 11. § 1^{er}. Les services de contrôle de l'Institut utilisent les équipements de mesure qu'ils jugent appropriés ainsi que toutes les méthodes généralement admises pour de telles mesures.</p>	<p>Art. 11. § 1. De controlediensten van het Instituut gebruiken de meetapparatuur die zij geschikt achten, alsook alle voor dergelijke metingen algemeen aanvaarde methodes.</p>
<p>Ils peuvent éventuellement accepter les résultats de mesures effectuées par des organismes opérant sous son contrôle ou non.</p>	<p>Zij mogen eventueel de resultaten aannemen van metingen die werden verricht door, al dan niet onder hun toezicht opererende, organisaties.</p>
<p>§ 2. Afin de permettre aux services de contrôle de l'Institut d'exercer leurs missions de contrôle, chaque titulaire d'une autorisation leur fournit l'accès à ses stations de radiocommunications et facilite leur tâche grâce à tous les moyens disponibles tout en garantissant leur sécurité.</p>	<p>§ 2. Om de controlediensten van het Instituut in staat te stellen hun controleopdrachten uit te voeren, verschaft elke houder van een vergunning hen de toegang tot zijn radiocommunicatiestationen en vergemakkelijkt hij hun taak met behulp van alle beschikbare middelen, waarbij hij hun veiligheid garandeert.</p>
<p>Art. 12. § 1^{er}. Lorsqu'une station de radiocommunications mal réglée ou défectueuse cause des brouillages préjudiciables, les services de contrôle de l'Institut prennent les mesures nécessaires et équitables en vue de mettre fin aux brouillages préjudiciables. Le titulaire de la station de radiocommunications suspend les émissions provocant des brouillages préjudiciables, sur simple demande des services de contrôle de l'Institut.</p>	<p>Art. 12. § 1. Indien een slecht geregeld of defect radiocommunicatiestation schadelijke storingen veroorzaakt, nemen de controlediensten van het Instituut de noodzakelijke en billijke maatregelen om een eind te maken aan de schadelijke storingen. De houder van het radiocommunicatiestation schorst op eenvoudig verzoek van de controlediensten van het Instituut de uitzendingen die schadelijke storingen veroorzaken.</p>
<p>§ 2. Lorsqu'il n'est pas possible de procéder immédiatement aux réglages nécessaires, les services de contrôle de l'Institut peuvent accorder un délai de maximum trente jours au titulaire de la station de radiocommunications pour se conformer aux obligations imposées par l'Institut. A défaut ou en cas de récurrence, les services de contrôle de l'Institut procèdent à la mise hors service de la station de radiocommunications. Ils peuvent prendre toutes les mesures afin de s'assurer que la station de radiocommunications ne sera pas remise en service, y compris celles visées à l'article 25 de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges.</p>	<p>§ 2. Als het niet mogelijk is om de noodzakelijke regelingen onmiddellijk uit te voeren, kunnen de controlediensten van het Instituut een maximumtermijn van dertig dagen toekennen aan de houder van het radiocommunicatiestation om aan de door het Instituut opgelegde verplichtingen te voldoen. Bij het in gebreke blijven, of in geval van recidive, gaan de controlediensten van het Instituut over tot het buiten werking stellen van het radiostation. Zij kunnen alle maatregelen nemen om ervoor te zorgen dat het radiocommunicatiestation niet opnieuw in werking wordt gesteld, met inbegrip van die waarin artikel 25 van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector voorziet.</p>

<p>La suspension ou les mesures prises ne sont levées qu'après le réglage efficace de la station de radiocommunications et la constatation de la disparition du brouillage préjudiciable par les services de contrôle de l'Institut.</p>	<p>De schorsing of de genomen maatregelen worden pas opgeheven na de efficiënte regeling van het radiocommunicatiestation en de vaststelling door de controlediensten van het Instituut dat de schadelijke storing verdwenen is.</p>
<p>Art. 13. § 1^{er}. Les plaintes relatives aux brouillages préjudiciables sont introduites auprès de l'Institut.</p>	<p>Art. 13. § 1. Klachten betreffende schadelijke storingen worden ingediend bij het Instituut.</p>
<p>L'Institut en examine le fondement, procède aux enquêtes destinées à établir les responsabilités et prescrit, le cas échéant, les mesures appropriées pour remédier aux brouillages préjudiciables.</p>	<p>Het Instituut onderzoekt de oorzaak ervan, verricht onderzoek bestemd om de verantwoordelijkheden vast te stellen en schrijft, eventueel, de passende maatregelen voor om de schadelijke storingen te verhelpen.</p>
<p>§ 2. Lorsque ces brouillages préjudiciables sont provoqués par un équipement ou une installation ou partie d'installation électrique, radioélectrique ou autre et que la cause en est soit un défaut de conception ou de construction, y compris une modification, soit un mauvais entretien, usage ou une déféctuosité, l'usager responsable est tenu de procéder, à ses frais, aux réparations ou modifications nécessaires pour éliminer ces brouillages préjudiciables.</p>	<p>§ 2. Wanneer deze schadelijke storingen veroorzaakt worden door een elektrische, radio- of andere apparatuur of installatie of deel van een installatie, en de oorzaak ervan hetzij een ontwerp- of constructiefout, eventueel ook een wijziging, hetzij een slecht onderhoud of gebruik ofwel een defect is, moet de verantwoordelijke gebruiker op zijn kosten de herstellingen of aanpassingen uitvoeren die nodig zijn om deze schadelijke storingen op te heffen.</p>
<p>§ 3. Lorsqu'il n'est pas possible de procéder immédiatement aux réglages nécessaires, les services de contrôle de l'Institut peuvent accorder un délai de maximum trente jours à l'usager responsable pour se conformer aux obligations imposées par l'Institut et éliminer les brouillages préjudiciables. A défaut ou en cas de récidence, les services de contrôle de l'Institut procèdent à la mise hors service de l'installation. Ils peuvent prendre toutes les mesures afin de s'assurer que l'installation ne sera pas remise en service.</p>	<p>§ 3. Als het niet mogelijk is om de nodige regelingen onmiddellijk uit te voeren, kunnen de controlediensten van het Instituut een maximumtermijn van dertig dagen toekennen aan de verantwoordelijke gebruiker om aan de door het Instituut opgelegde verplichtingen te voldoen en de schadelijke storingen op te heffen. Bij het in gebreke blijven, of in geval van recidive, gaan de controlediensten van het Instituut over tot de buitenwerkingstelling van de installatie. Zij kunnen alle maatregelen nemen om zich ervan te vergewissen dat de installatie niet opnieuw in dienst zal worden gesteld.</p>
<p>La suspension ou les mesures prises ne sont levées qu'après le réglage efficace de l'équipement ou de l'installation et la constatation de la disparition des brouillages préjudiciables par les services de contrôle de l'Institut.</p>	<p>De schorsing of de genomen maatregelen worden pas opgeheven na de efficiënte regeling van de apparatuur of de installatie en de vaststelling door de controlediensten van het Instituut dat de schadelijke storingen verdwenen zijn.</p>

<p>§ 4. Les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'aux brouillages préjudiciables constatés dans des installations radioélectriques ou résultant de leur établissement conformément aux meilleures règles de la technique, entre autres à celles qui s'imposent précisément pour garantir la protection contre de tels brouillages préjudiciables.</p>	<p>§ 4. De voorschriften van dit artikel zijn maar van toepassing op de schadelijke storingen vastgesteld in of ten gevolge van de radio-installaties aangelegd overeenkomstig de beste regels van de techniek, onder andere die welke juist geboden zijn om de bescherming tegen dergelijke schadelijke storingen te waarborgen.</p>
<p>Elles ne préjudicient en aucun cas les prescriptions réglementaires en matière de compatibilité électromagnétique et de conformité de l'équipement.</p>	<p>Zij doen in geen geval afbreuk aan de reglementaire voorschriften inzake elektromagnetische compatibiliteit en de conformiteit van apparatuur.</p>
<p>CHAPITRE 6. - Procédure relative à l'octroi des autorisations</p>	<p>HOOFDSTUK 6. - Procedure voor de toekenning van de vergunningen</p>
<p>Art. 14. § 1^{er}. Toute personne souhaitant obtenir une autorisation introduit une demande auprès de l'Institut.</p>	<p>Art. 14. § 1. Eenieder die een vergunning wenst te krijgen, dient een aanvraag in bij het Instituut.</p>
<p>§ 2. L'Institut fixe le format à respecter pour les candidatures.</p>	<p>§ 2. Het Instituut legt het formaat vast dat de kandidaturen moeten naleven.</p>
<p>Art. 15. § 1^{er}. L'Institut analyse les demandes dans l'ordre dans lequel il les reçoit.</p>	<p>Art. 15. § 1. Het Instituut onderzoekt de aanvragen in de volgorde waarin het die ontvangt.</p>
<p>§ 2. Pour chaque demande, l'Institut effectue une étude de compatibilité avec les autres utilisateurs du spectre radioélectrique.</p>	<p>§ 2. Voor elke aanvraag verricht het Instituut een studie inzake compatibiliteit met de andere gebruikers van het radiospectrum.</p>
<p>§ 3. L'Institut peut solliciter toute information complémentaire utile en vue de réaliser l'étude de compatibilité.</p>	<p>§ 3. Het Instituut kan alle bijkomende nuttige informatie opvragen om de compatibiliteitsstudie uit te voeren.</p>
<p>§ 4. L'Institut prend une décision sur la demande d'autorisation, sur la base de l'étude de compatibilité. Cette décision est notifiée au demandeur, au plus tard dix semaines après la réception de la demande par l'Institut ou dix semaines après la réception des informations si l'Institut a sollicité des informations complémentaires conformément au paragraphe 3.</p>	<p>§ 4. Het Instituut neemt een besluit over de vergunningsaanvraag op basis van de compatibiliteitsstudie. Dit besluit wordt genotificeerd aan de aanvrager uiterlijk tien weken na de ontvangst van de aanvraag door het Instituut of tien weken na de ontvangst van de informatie, indien het Instituut bijkomende informatie heeft gevraagd overeenkomstig paragraaf 3.</p>
<p>Art. 16. L'Institut peut refuser d'octroyer une autorisation lorsque :</p>	<p>Art. 16. Het Instituut kan weigeren een vergunning te verlenen wanneer:</p>
<p>1° une autorisation délivrée au demandeur a fait l'objet d'une suspension ou d'une révocation antérieure ; ou</p>	<p>1° een aan de aanvrager afgegeven vergunning voordien is geschorst of ingetrokken; of</p>

2° le demandeur n'a pas payé, complètement ou partiellement, les montants dus sur base des articles 7 ou 8.	2° de aanvrager de bedragen die op basis van de artikelen 7 of 8 verschuldigd zijn, geheel of gedeeltelijk, niet heeft betaald.
CHAPITRE 7. – Suspension et révocation	HOOFDSTUK 7. – Schorsing en intrekking
Art. 17. § 1^{er}. L'Institut peut suspendre ou révoquer une autorisation notamment lorsque le titulaire :	Art. 17. § 1. Het Instituut kan een vergunning schorsen of intrekken, met name wanneer de houder:
1° ne respecte pas les dispositions du présent arrêté ou de l'autorisation ;	1° de bepalingen van dit besluit of van de vergunning niet naleeft;
2° refuse d'appliquer des mesures prescrites en vue d'éliminer des brouillages préjudiciables provoqués par son réseau local;	2° weigert maatregelen te treffen die voorgeschreven zijn om door zijn lokaal netwerk veroorzaakte schadelijke storingen op te heffen;
3° ne paie pas dans les délais fixés les redevances dues sur base des articles 7 ou 8;	3° niet binnen de vastgestelde termijnen de op basis van de artikelen 7 of 8 verschuldigde rechten betaalt;
4° ne met pas en service une fréquence ayant fait l'objet de l'autorisation, dans un délai raisonnable.	4° een frequentie waarvoor een vergunning is verleend, niet binnen een redelijke termijn in gebruik neemt.
§ 2. La suspension ou la révocation est notifiée au titulaire par lettre recommandée à la poste.	§ 2. De schorsing of de intrekking wordt meegedeeld aan de houder met een ter post aangetekende brief.
§ 3. La suspension ou révocation ne donne lieu à aucune indemnisation ni au remboursement des redevances payées, ni à l'annulation des redevances dues.	§ 3. De schorsing of intrekking geeft geen aanleiding tot enige schadevergoeding noch terugbetaling van de betaalde rechten, noch tot de annulatie van de verschuldigde rechten.
CHAPITRE 8. - Dispositions modificatrices	HOOFDSTUK 8. - Wijzigingsbepalingen
Art. 18. Dans l'article 4, de l'arrêté royal du 27 avril 2007 relatif à la gestion de l'espace de numérotation national et à l'attribution et au retrait des droits d'utilisation de numéros, la disposition au 2°, est complétée par les mots :	Art. 18. In artikel 4 van het koninklijk besluit van 27 april 2007 betreffende het beheer van de nationale nummeringsruimte en de toekenning en intrekking van gebruiksrechten voor nummers, wordt de bepaling onder 2° aangevuld met de woorden:
« - l'exploitation de services sur la base de la capacité de numérotation visée à l'article 75. »	“- de uitbating van diensten op basis van nummercapaciteit bedoeld in artikel 75.”
Art. 19. Dans l'article 75 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées:	Art. 19. In artikel 75 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° dans le paragraphe 1 ^{er} , les mots « équipements et les utilisateurs en situation de roaming » sont remplacés par les mots « réseaux publics et les abonnements »;	1° in paragraaf 1 worden de woorden “apparatuur en gebruikers in roaming-toestand” vervangen door de woorden “openbare netwerken en abonnementen”;
2° sont insérés les paragraphes 2/1 et 2/2, rédigés comme suit :	2° de paragrafen 2/1 en 2/2 worden ingevoegd, luidende:
« § 2/1. Les entreprises, et ce, exclusivement pour leur propre réseau privé, qui prouvent qu’elles ont engagé des négociations commerciales avec un opérateur de réseau mobile afin de conclure un accord de roaming et ont une intention réaliste d’exploiter un service capable d’utiliser cette capacité de numérotation de manière utile peuvent introduire une demande de réservation selon les modalités décrites à l’article 10. L’attribution d’un code de réseau mobile n’est possible que si un accord commercial de roaming est conclu entre l’entreprise concernée et un opérateur de réseau mobile. Si l’accord commercial est dissous, le code de réseau mobile attribué est annulé.	“§ 2/1. Ondernemingen én dit uitsluitend voor hun eigen privaat netwerk die aantonen dat ze in commerciële onderhandeling zijn met een mobiele netwerkkoperator om een roaming akkoord af te sluiten en een realistische intentie hebben om een dienst uit te baten die van deze nummercapaciteit nuttig gebruik kan maken kunnen een reservatieaanvraag volgens de modaliteiten beschreven in artikel 10 indienen. Toewijzing van een mobiele netwerkcode is enkel mogelijk als een commercieel roaming akkoord is afgesloten tussen de betrokken onderneming en een mobiele netwerkkoperator. Ingeval het commercieel akkoord wordt ontbonden wordt de toegewezen mobiele netwerkcode geannuleerd.
§ 2/2. L’Institut peut prévoir jusque maximum trois codes de réseau mobiles à deux chiffres destinés à une utilisation commune pour les réseaux privés d’entreprises, exclusivement pour un usage interne. L’Institut en définit les modalités après une consultation publique. »;	§ 2/2. Het Instituut kan tot maximaal drie mobiele tweecijferige netwerkcodes voorzien voor gemeenschappelijk gebruik voor de private netwerken van ondernemingen uitsluitend voor intern gebruik. Het Instituut bepaalt hiervan de modaliteiten na openbare raadpleging.”;
3° l’article est complété par les paragraphes 4 et 5 rédigés comme suit :	3° het artikel wordt aangevuld met paragrafen 4 en 5 luidende:
« § 4. Les entreprises, et ce, exclusivement pour leur propre réseau privé, peuvent, conformément aux principes définis à l’appendice III de la recommandation E.212 de l’UIT (amendement I), utiliser un code de réseau mobile après le code de pays mobile 999 moyennant une notification à l’Institut avant sa mise en service.	“§ 4. Ondernemingen én dit uitsluitend voor hun eigen privaat netwerk kunnen conform de principes zoals neergelegd in appendix III van de E.212- ITU aanbeveling (Amendement I) een mobiele netwerkcode gebruiken na de mobiele landencode 999 mits het Instituut hiervan vóór de ingebruikname ervan wordt genotificeerd.
§ 5. Dès que 60 % des codes de réseau mobiles rendus disponibles par l’UIT pour la Belgique ont été réservés ou attribués, l’Institut prend des mesures en introduisant des critères de réservation supplémentaires afin d’éviter l’épuisement de la réserve de codes de réseau mobiles. ».	§ 5. Van zodra 60% van de door de ITU beschikbaar gestelde mobiele netwerkcodes voor België zijn toegewezen of gereserveerd neemt het Instituut maatregelen door invoering van bijkomende reservatiecriteria om de uitputting van de mobiele netwerkcode voorraad te vermijden.”.

Art. 20. À l'article 84 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 24 mars 2009 et du 4 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :	Art. 20. In artikel 84 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 maart 2009 en 4 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:
1° il est inséré un paragraphe 3/1, rédigé comme suit :	1° er wordt een paragraaf 3/1 ingevoegd, luidende:
« § 3/1. Les droits annuels pour les codes de réseau mobiles attribués aux entreprises visées à l'article 75 § 2/1 sont fixés à 1/4 de ceux des réseaux publics. Aucuns frais de dossiers ni droits annuels ne sont facturés pour les codes de réseau mobiles utilisés de manière commune. »;	“§ 3/1. Jaarlijkse rechten voor mobiele netwerkcodes toegewezen aan ondernemingen bedoeld in artikel 75 § 2/1 worden vastgelegd op 1/4 van deze van de publieke netwerken. Voor mobiele netwerkcodes die gemeenschappelijk worden gebruikt, worden geen dossierkosten of jaarlijkse rechten aangerekend.”;
2° dans le paragraphe 2, les mots « § 2 et 3 » sont remplacés par les mots « § 2, 3 et 3/1 ».	2° in paragraaf 4 worden de woorden “§ 2 en 3” vervangen door de woorden “§ 2, 3 en 3/1”.
Art. 21. Dans l'article 2 de l'arrêté royal du 18 décembre 2009 relatif aux communications radioélectriques privées et aux droits d'utilisation des réseaux fixes et des réseaux à ressources partagées, modifié par l'arrêté royal du 14 décembre 2018, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 1 ^{er} et l'alinéa 2 :	Art. 21. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 december 2009 betreffende de private radiocommunicatie en de gebruiksrechten voor vaste netten en netten met gedeelde middelen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 december 2018, wordt tussen het eerste lid en het tweede lid een lid ingevoegd, luidende:
« Par dérogation à l'alinéa 1 ^{er} , le présent arrêté ne s'applique aux stations de radiocommunications autorisées ou qui pourraient être autorisées, conformément à l'arrêté royal du [] concernant les réseaux locaux hertziens privés à large bande. ».	“In afwijking van het eerste lid, is dit besluit niet van toepassing op de radiocommunicatiestations die vergund zijn of vergund zouden kunnen worden overeenkomstig het koninklijk besluit van [] betreffende private lokale breedbandradionetwerken”.
CHAPITRE 9. - Dispositions finales	HOOFDSTUK 9. - Slotbepalingen
Art. 22. Le ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.	Art. 22. De minister bevoegd voor Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.
Donné	Gegeven te
Par le Roi:	Van Koningswege:
Le Ministre des Télécommunications,	De Minister van Telecommunicatie,